



CONFÉRENCE
CANADIENNE sur les **PARCS**

QUÉBEC · 2019



RECUEIL DE TEXTES / COMPILATION OF ABSTRACTS



CANADIAN
CONFERENCE **PARKS**

QUÉBEC · 2019



* Note : Tous les articles sont présentés dans la langue dans laquelle ils ont été soumis /
All abstracts are provided in the language in which they were submitted

TABLE DES MATIÈRES / TABLE OF CONTENTS

INTRODUCTION	3
Protection des ressources naturelles et offre touristique des parcs	4
La Politique sur les parcs nationaux du Québec : Protéger à perpétuité et inspirer la fierté.....	7
Apport des SIG pour la connaissance des sports de nature sur des littoraux français protégés.....	10
Projet Le Tour : inclure les clientèles dans une programmation d'activités	11
Restorative health benefits of diverse ecosystems types and quality in an Ontario Protected Area.....	13
Aires Marines Protégées, loisirs de nature : la gouvernance questionnée. Le cas de la France.....	14
The Environmental History of Walking in National Parks as a Guide for the Digital Age.....	16
Développer des ambassadeurs du parc grâce au Centre d'excellence des milieux humides	18
Implication et participation des autochtones dans l'exploitation des parcs nationaux au Nunavik	20
Planning and Facilitating Meaningful Indigenous Engagement	22
Le développement du vélo de montagne: Entretenir l'amour de la nature en respectant l'environnement	23
Intégration de l'éthique du plein air à l'expérience du visiteur – Outiller l'acteur de changement.....	24
Intégration de l'éthique du plein air à l'expérience du visiteur – Accompagner le milieu	26
Les Retombées sociales du réseau de la Sépaq	29
Projet de réserve naturelle au parc du Mont-Bellevue, de l'urgence à la pérennité.....	31
Environmental communication innovations: Inspiring climate change action and conservation behaviour	33

INTRODUCTION

La Conférence canadienne sur les parcs 2019, qui s'est tenue à Québec du 7 au 10 octobre sous le thème *Des parcs pour tous et tous pour les parcs*, a connu un franc succès et a réuni une audience record de plus de 450 participants provenant de toutes les provinces et territoires.

Afin de conserver des écrits de nombreux sujets traités lors de l'événement et de plusieurs sujets complémentaires liés aux parcs et aux aires protégées, une invitation a été envoyée à tous les auteurs qui avaient soumis une proposition lors de l'appel à communication au printemps 2019.

Le présent document regroupe les articles soumis par les auteurs qui se sont portés volontaires pour partager leur texte. Le comité organisateur tient à remercier tous les auteurs participants!

Bonne consultation!

Le comité organisateur de la Conférence canadienne sur les parcs 2019

INTRODUCTION

The 2019 Canadian Parks Conference, which was held in Quebec City from October 7 to 10 under the theme *Parks for all and all for parks*, was a great success. Indeed, the event convened more than 450 participants from all provinces and territories.

In order to keep writings covering a number of subjects discussed during the Conference as well as several complementary topics related to parks and protected areas, an invitation was sent to all authors who had submitted an abstract during the call for proposals that took place in Spring 2019.

This document brings together abstracts submitted by authors who volunteered to share their articles. Many thanks to all who contributed!

The Organizing Committee of the 2019 Canadian Parks Conference

Titre / Title

Protection des ressources naturelles et offre touristique des parcs

Prénom, nom et affiliation de l'auteur #1 / First name, Last name and affiliation of author #1

Manu Tranquard, Ph.D., LL.M, Unité d'enseignement en intervention plein air, Laboratoire d'Expertise et de Recherche en plein air (LERPA) Université du Québec à Chicoutimi

Texte / Abstract

Que ce soit au Canada en général ou au Québec en particulier, les ressources naturelles sont au cœur de l'offre touristique et en constituent le premier produit d'appel. La visite des parcs nationaux et l'observation de la faune sont ainsi les deux activités les plus pratiquées et les plus attractives sur tous les principaux marchés (Tourisme Québec, 2017). Or si le tourisme de nature est en constant développement depuis les dernières années, l'industrie fait face à des défis, au premier rang desquels se trouve le contrôle des impacts environnementaux (Cazelais et al., 1999 ; Paul et al., 2007).

La préoccupation environnementale a en effet des corollaires de deux ordres. Le premier est économique. En impactant négativement la qualité du milieu naturel en raison de la pression anthropique, l'activité touristique de masse conduit à altérer l'attrait que les ressources préservées constituent, et nuit ainsi à la pérennisation du circuit économique. Le second est d'ordre social. Au-delà de l'offre que la nature canadienne constitue, celle-ci revêt une dimension patrimoniale et identitaire très marquée (Tranquard, 2019). En malmenant cette nature sauvage (« wilderness ») pour l'intégrer aux cadres et structures touristiques, l'industrie peut, tout en ayant a priori vocation à la célébrer et à la préserver, contribuer à l'artificialiser et à la distancer de sa « nature » profonde et distinctive.

Ces considérations amènent à vouloir analyser plus avant pourquoi et comment protéger les ressources naturelles comme élément critique de l'offre des parcs. Une modélisation typologique des impacts environnementaux sera proposée, développée suite à une démarche d'inventaire. L'objectif étant d'outiller les gestionnaires de territoires naturels comme les parcs pour assurer plus efficacement le développement durable des sites et la protection des ressources essentielles, la connaissance de la diversité et des caractéristiques principales des impacts apparaissant comme un prérequis à leur limitation.

1. Le principe de la préservation des ressources naturelles comme prérequis au développement durable du tourisme de nature

Le tourisme de nature (nature based tourism, en anglais) est une forme de tourisme à laquelle peuvent être associés les produits et activités touristiques utilisant l'environnement naturel pour se réaliser, se concrétiser (Couture, 2002). Les activités du tourisme de nature sont axées sur l'observation ou l'appréciation de la nature à des fins de découverte ou de pratique d'activités de plein air. Cette pratique touristique favorise donc l'immersion dans le milieu naturel d'accueil et lui confère un rôle plus important que pour d'autres catégories de tourisme. Plus précisément, les caractéristiques des sites sur lesquelles repose « naturellement » la motivation des touristes sont les attraits, définis comme les valeurs intrinsèques du territoire (de Grandpré, 2007). Selon une approche géographique classique (Blanchard, 1960), les attraits sont les espaces naturels à dominante minérale, hydrologique ou forestière, les écosystèmes, la flore, la faune, la biodiversité, ou encore le patrimoine bâti. Il s'agit également des attributs ou caractéristiques du site liés aux sens, au mode de perception et au vécu des usagers (Mollard, 2007), le paysage entrant par exemple dans cette catégorie (Peyrache-Gadeau, 2008 ; Fortin, 2008 ; Peyrache-Gadeau et Perron, 2010).

Dans le cas spécifique du tourisme de nature, une des motivations premières des touristes à séjourner et à vivre des expériences de découverte au Québec est la possibilité d'être en contact avec une nature comportant une certaine qualité biologique ainsi qu'une diversité de paysages, présentant une pollution de tout ordre la moins marquée possible, et dans un contexte de relative quiétude et d'isolement (Tourisme Québec, 2002, 2007 ; AEQ, 2004).

Dans un tel contexte, les ressources naturelles et les écosystèmes deviennent des attraits qui se transforment en attractions et donc en produits et services. Or tous les services récréatifs fournis par les ressources naturelles s'amenuisent lorsque le milieu naturel est exploité et modifié, notamment pour faciliter l'accès à ces ressources. Car l'artificialité qui en découle altère la vocation première du milieu naturel en contexte touristique, à savoir en permettre une observation sans impact, en état de conservation optimale. L'exigence de la durabilité de la ressource environnementale et de sa valorisation est donc

cruciale dans le cas du tourisme de nature, car elle constitue une condition fondamentale associée aux aménités de l'expérience du rapport à la nature (de Juan Alonso, 2010 ; SCDB, 2009).

Comment alors garantir la durabilité environnementale au profit du dessein touristique ? Les travaux de Costanza et Daly (1992) ou le modèle de Barbier et Markandya (1990) illustrent que les objectifs de durabilité s'expriment plus précisément à travers certaines contraintes de préservation écologique. Ces contraintes s'ajoutent aux critères de valorisation des atouts patrimoniaux d'un territoire soumis à exploitation touristique élaborés par d'autres chercheurs (Torrente, 2009). Ensemble, ils déterminent selon nous les objectifs d'opérationnalisation des projets touristiques de nature visant un développement durable, soit :

- la préservation de la qualité du milieu (diversité biologique et des paysages) ;
- la préservation de la pérennité des ressources (limitation de la consommation) ;
- la réduction quantitative et qualitative des impacts (pollution).

Ces objectifs restent cependant génériques. En cela, ils font courir le risque d'être inopérants en raison de leur difficulté d'application sur le terrain, les gestionnaires de territoires touristiques ayant besoin d'une meilleure compréhension des impacts à contrôler et d'une maîtrise des outils le permettant. Un relevé typologique des impacts environnementaux pourrait en ce sens faciliter les démarches ultérieures de limitation et de mitigation.

2. Typologie des impacts : la connaissance systémique facilite les démarches de protection et de contrôle

L'objet de la présente partie est de dresser un état des lieux des impacts environnementaux dont l'industrie touristique est spécifiquement porteuse. Ce relevé s'inscrit davantage dans une logique descriptive qu'analytique. Cependant ce travail procède selon une double visée. Dans un premier temps, il s'agira de présenter les diverses approches qui de manière générique permettent d'appréhender les impacts des activités humaines. Dans un second, de spécifier les impacts écologiques du tourisme et leurs indicateurs.

2.1. Approches génériques : modélisation d'un cadre d'analyse des impacts des activités humaines

À partir d'un corpus de textes de référence concernant la définition, la mesure et l'évaluation des effets des activités humaines (économiques et sociales) sur l'environnement (entendu comme milieu de vie), il a été procédé à la modélisation des diverses approches qui peuvent rendre compte des manières les plus usuelles de catégoriser les impacts environnementaux (largo sensu) (Fig. 1).

À partir de ces différentes approches génériques, il devient possible de clarifier les types d'impacts issus de l'activité touristique et d'aborder cette question selon une logique intégrée. C'est-à-dire de dresser un bilan complet des impacts en considérant par exemple que de l'activité touristique repose initialement sur une approche sectorielle. Le tourisme, activité segmentée, comporte en effet consécutivement des activités de communication et de marketing, de vente, de transport, d'hébergement (et construction de toute infrastructure d'accueil), de restauration, enfin de loisir, de divertissement et d'affaire. Chacune de ces étapes du « produit tourisme » génère des impacts de nature différente (approche systémique), dont des impacts environnementaux. S'agissant de ceux-ci, ils se déclinent en composantes physiques, biologiques. Une dernière strate d'analyse conduirait à évaluer l'intensité des impacts sur l'eau, l'air,... selon tous les paramètres de l'approche qualitative. L'exemple ci-après (Fig. 2) explique cette logique pour le transport. Ce secteur du tourisme a été choisi à dessein, car 90% de l'énergie utilisée par les touristes concerne le déplacement.

2.2. Nature des impacts

La grille proposée précédemment peut alors être utilisée pour produire une analyse des impacts environnementaux de tels ou tels services ou produits touristiques de nature sur un territoire donné (Fig. 3). Nous n'avons par ailleurs retenu que les composantes hébergement, infrastructures et activités du tourisme.

Conclusion

Sans prétendre à l'exhaustivité, l'inventaire précédent vise surtout à insister sur la valeur d'une méthode d'évaluation des impacts qui repose sur la systématisme. Une des prémisses de l'analyse étant que le défaut de contrôle des impacts repose en grande part sur un défaut de connaissance, en raison notamment de leur diversité et de celle de leurs composantes ou manifestations. À terme, c'est-à-dire une fois l'inventaire détaillé complété (impacts et composantes), il devient alors plus efficace de procéder à la

quantification de leur ampleur, notamment par l'analyse des indicateurs, et de prendre les mesures appropriées pour en contrer les effets. Deux logiques complémentaires sont alors sollicitées. La première vise à mesurer les effets réels des impacts de l'activité touristique sur le territoire que l'on gère. La seconde à mettre en place des moyens pour atténuer ces effets néfastes. Dans les deux cas, des méthodes et outils spécifiques sont alors disponibles. La mise en œuvre de ces outils relève de l'ingénierie touristique, laquelle peut comporter également en amont des processus d'évaluation du potentiel touristique d'un territoire et de manière transversale une analyse intégrée des objectifs de développement durable (Tranquard, 2013).

Titre / Title

La Politique sur les parcs nationaux du Québec : Protéger à perpétuité et inspirer la fierté

Prénom, nom et affiliation de l'auteur #1 / First name, Last name and affiliation of author #1

Isabelle Tessier – Directrice, Direction des parcs nationaux, Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs

Prénom, nom et affiliation de l'auteur #2 / First name, Last name and affiliation of author #2

Maryse Cloutier - Chargée de projet, Direction des parcs nationaux

Prénom, nom et affiliation de l'auteur #3 / First name, Last name and affiliation of author #3

Manon Carignan - géographe MSc., Direction des parcs nationaux

Prénom, nom et affiliation de l'auteur #4 / First name, Last name and affiliation of author #4

Alain Thibault - ing. f., M. ATDR, Direction des parcs nationaux

Prénom, nom et affiliation de l'auteur #5 / First name, Last name and affiliation of author #5

Maxime Brousseau - ing.f. MSc., Direction des parcs nationaux

Texte / Abstract

L'élaboration de la Politique sur les parcs nationaux du Québec (la Politique) est un exemple de collaboration entre le ministère des Forêts de la Faune et des Parcs (MFFP), la Société des établissements de plein air du Québec (Sépaq), l'Administration régionale Kativik (ARK) et le Comité consultatif sur les parcs. Tout au long de son exposé, la gestionnaire du projet a fait valoir la force du réseau pour atteindre les objectifs des parcs nationaux du Québec. La Politique a été publiée en 2018 et déjà plusieurs actions sont en place afin de conserver le patrimoine naturel, culturel et paysager de nos plus beaux territoires, en donner l'accès à tous et contribuer à la qualité de vie des citoyens et des collectivités.

RAPPEL HISTORIQUE

En 1982, au lendemain de l'adoption de la Loi sur les parcs, le ministère alors en charge des parcs publia la première politique sur les parcs. Le gouvernement du Québec faisait alors le choix de réserver certaines parties du territoire afin d'en faire des lieux de conservation et de loisirs accessibles à la population. Il jetait ainsi les bases d'un réseau de parcs nationaux en devenir.

Près de 40 ans plus tard, le portrait a grandement évolué. Le réseau est aujourd'hui formé de 27 parcs nationaux, dont quatre situés au nord du 55^e parallèle. Il s'étend sur une superficie de 42 765 km², ce qui représente 2,6 % du territoire québécois. Et c'est sans compter les 1 246 km² du parc marin Saguenay-Saint-Laurent, géré conjointement avec Parcs Canada. Au fil du temps, les responsabilités ont été partagées entre le ministère responsable et différents exploitants. Les objectifs de protection de la biodiversité du Québec se sont exprimés différemment, notamment par l'établissement d'un éventail de statuts d'aires protégées. Malgré ces changements, les intentions du gouvernement du Québec à l'égard des parcs nationaux sont restées les mêmes : celles de conserver le patrimoine naturel collectif et de donner à chacun l'occasion d'en découvrir les richesses.

POURQUOI UNE POLITIQUE?

La Politique assure le respect de l'article 1 de la Loi sur les parcs qui stipule que l'objectif prioritaire d'un parc national est d'assurer la conservation et la protection permanente de territoires (...), tout en les rendant accessibles au public pour des fins d'éducation et de récréation extensive. Les orientations de la Politique viennent éclaircir cet objectif auprès de tous les collaborateurs du réseau, en tenant compte des changements sociétaux et environnementaux que vit le Québec et en reconnaissant les disparités régionales.

TROIS GRANDES ORIENTATIONS

Cette politique gouvernementale réitère l'importance environnementale, sociale et économique des parcs nationaux à travers trois orientations :

1. Poursuivre le développement du réseau des parcs nationaux

La planification initiale du réseau des parcs nationaux visait à protéger des territoires représentatifs de chacune des 43 régions naturelles du Québec. Cette planification sera révisée en considérant les autres types d'aires protégées possibles et les aires protégées existantes au Québec. La pertinence de créer de nouveaux parcs nationaux s'appuiera sur plusieurs critères, dont la représentativité des régions naturelles, qui demeurera une des assises du réseau. Des projets de création sur le territoire de la Baie-James sont en cours avec les communautés criées de Mistissini et d'Oujé-Bougoumou, qui prendraient respectivement en charge l'exploitation des éventuels parcs nationaux Nibiischii et Assinica. Au Nunavik, le ministère et l'Administration régionale Kativik travaillent à la création du parc Iluiliq. D'autres projets sont à l'étude dans différentes régions du Québec.

En ce qui concerne les parcs existants, la Politique indique qu'ils pourront être agrandis afin d'étendre la portée de leur mission de conservation et d'accessibilité dans une perspective à long terme. Une dizaine de projets d'agrandissement de parcs nationaux sont en cours.

2. Assurer la conservation des patrimoines naturel, culturel et paysager

Pour assurer la conservation à long terme du patrimoine naturel, la Politique suggère d'adopter une approche de gestion adaptative dans le but d'être proactif devant les changements et d'ainsi améliorer les mesures de gestion. Par exemple, des actions de restauration d'habitat pourraient être envisagées pour protéger des espèces à statut précaire, ou encore le contrôle d'espèces nuisibles.

La Politique vise par ailleurs à accorder la priorité aux projets d'acquisition de connaissances qui auront des retombées directes sur la conservation de la biodiversité et la conciliation des usages d'un territoire. Afin de préserver le patrimoine naturel pour les générations futures, elle souligne l'importance d'assurer un suivi de son évolution, notamment en portant une attention particulière à la répartition, à l'introduction et à la précarisation de différentes espèces dans un contexte de bouleversements climatiques. En matière d'aménagement, les parcs nationaux sont tenus de s'inspirer des meilleures pratiques connues. De plus, le gouvernement s'engage à accompagner les titulaires de baux sur les territoires des parcs nationaux, comme les exploitants de terrains de golf et de centres de ski alpin, pour que leurs pratiques s'inspirent de ce qui se fait de mieux dans leur domaine. Les actions à poser devront aussi s'inscrire dans une dynamique régionale de conservation : les gestionnaires des parcs et les acteurs du territoire en périphérie pourront ainsi collaborer au maintien des écosystèmes profitables à l'ensemble de la région.

3. Contribuer à la qualité de vie des citoyens et des collectivités

Dans une volonté de contribuer à la qualité de vie, la Politique insiste sur l'importance de favoriser l'accès aux parcs nationaux, de renforcer les liens avec les premières nations et les Inuits, ainsi que d'accroître les retombées collectives, entre autres le développement des régions. Elle en appelle aussi à faire connaître les parcs comme des lieux d'éducation, de rapprochement avec la nature et de promotion d'un mode de vie physiquement actif.

UNE DÉMARCHE GAGNANTE DE CO-CONSTRUCTION

L'élaboration de la Politique a reposé sur une réelle volonté d'échanges entre le MFFP, la Sépaq, l'ARK et le Comité consultatif sur les parcs. Tous ces collaborateurs ont eu l'occasion d'exprimer leurs attentes et de dégager les messages que devrait porter la Politique. De plus, en cours de rédaction, des consultations ont été menées auprès de 12 ministères et organismes, des sept titulaires de baux et d'une quarantaine de communautés autochtones. Il en résulte un haut niveau d'adhésion à la Politique, un gage de réussite de la mission de conservation et d'accessibilité des parcs nationaux du Québec. En effet, avec la Politique, on aspire à une gouvernance exemplaire, qui perdure dans le temps, et cela, indépendamment des gens qui sont en place. On y décrit les rôles et les responsabilités, le rôle et la composition des comités, les mécanismes de diffusion de l'information et de la participation des collectivités.

EN BREF

La Politique peut se résumer en ces mots: collaborer, optimiser nos actions respectives et avancer tous dans la même direction, en accord avec cette vision gouvernementale des parcs nationaux du Québec :

Par la beauté de leurs paysages et la richesse du patrimoine naturel et culturel qu'ils renferment, les parcs nationaux constituent une vitrine exceptionnelle pour le Québec et ses régions.

Propices à l'émerveillement, au ressourcement et à la découverte, ces territoires invitent les citoyens à se

rapprocher de la nature.

Forts de la mobilisation de l'ensemble de la société, les parcs nationaux du Québec contribuent à l'essor des collectivités et protègent à perpétuité un héritage naturel collectif qui fait la fierté des Québécoises et des Québécois.

Titre / Title

Apport des SIG pour la connaissance des sports de nature sur des littoraux français protégés.

Prénom, nom et affiliation de l'auteur #1 / First name, Last name and affiliation of author #1

Johan Jouve, Ingénieur d'études en sciences de l'information géographique, Unité Mixte de Recherche (UMR) CNRS 6240 Lieux, Identités, eSpaces et Activités (LISA)

Texte / Abstract

Afin de contribuer au développement durable des activités sur le milieu marin, plusieurs formes d'organisations, dont les Aires Marines Protégées (AMP), sont mises en place pour réguler et concilier les différents usages qui se déploient en leur sein.

Parmi ces activités, les sports de nature ont fait l'objet de nombreux travaux scientifiques au niveau local (les sites protégés) mais également à une échelle plus globale (territoire métropolitain français). Beaucoup de ces études ont pour objet l'impact sur le milieu de ces activités de sports et de loisirs de nature. En revanche, peu portent sur les potentiels rôles de gestion, directs ou indirects, que les acteurs de ces pratiques peuvent participer à porter au sein des AMP. Se pose alors une question, celle de la représentativité de ces derniers dans la gouvernance.

Construire la représentativité de ces activités apparaît donc comme un enjeu majeur pour, non seulement comprendre la dynamique de ces activités, mais également pour construire des démarches de concertation avec les acteurs concernés et cibler les actions de gestion. Pour cela, il faut que ces activités, en plus d'être identifiées soient cartographiées de manière homogène. Or si les outils actuels, de type « Système d'Information géographique » (SIG), proposent des approches cartographiques interactives permettant de consulter et d'interroger une diversité de données pertinentes (gestion/protection, patrimoine, états des écosystèmes, usages, ...), il existe peu de bases de données sur les sports de nature ou alors relativement incomplètes et hétérogènes d'un site à l'autre. Cette situation diminue l'efficacité de la comparabilité des sites sur ces activités.

La présente communication vise à exposer les résultats préliminaires d'une méthode de conception d'un outil cartographique basé sur un SIG pour la construction de cette représentativité et par conséquent l'amélioration de la comparabilité. Ce travail, réalisé dans le cadre d'un projet financé par la Fondation de France, doit permettre de produire une base de connaissances formalisée de manière à pouvoir comparer l'importance des activités sportives de nature et du rôle de ses acteurs dans la mise en œuvre et la gestion des AMP.

A partir de bases de données officielles, fortement hétérogènes et inégales sur le territoire métropolitain français et grâce à un travail de recueil de données spatiales, statistiques et photographiques (webscraping, enquêtes de terrain, ...), des indicateurs spécifiques de représentation des activités de sport de nature sont construits, et un travail de cartographie est réalisé pour chacune des AMP (9 au total). En mettant en visibilité, de manière homogène, les activités sportives de nature sur ces espaces, cet outil alimente la réflexion sur la représentativité de ses acteurs, non seulement au niveau des usages sociaux au sein des AMP, mais également au niveau de leur implication dans la gouvernance.

L'outil final est restitué sous la forme d'une application interactive à destination des chercheurs et gestionnaires des espaces considérés. L'interactivité de l'outil, sous réserve de la mise en œuvre d'un dispositif d'accompagnement, pourra permettre de favoriser la collaboration entre gestionnaires, usagers et chercheurs dans l'élaboration des décisions de gestion des AMP.

Titre (100 caractères maximum) / Title (Maximum 100 characters)

Projet Le Tour : inclure les clientèles dans une programmation d'activités

Prénom, nom et affiliation de l'auteur #1 / First name, Last name and affiliation of author #1

Mélissa Greene / GUEPE, Responsable des services professionnels

Texte / Abstract

En milieu urbain, les parcs sont d'une importance capitale. La densité de la population est élevée et beaucoup de citoyens les utilisent en guise de cour, comme lieu de rassemblement ou comme infrastructures de plein air quotidien. Toutefois, pour plusieurs, il peut être plus ardu de reconnaître ces endroits comme points chauds de biodiversité et de comprendre leur importance. Depuis près de 30 ans, le Groupe uni des éducateurs-naturalistes et professionnels en environnement (GUEPE) sensibilise les gens à l'importance de la nature, en ville, au quotidien par la prestation d'activités de découverte de la nature. L'organisme anime et conçoit des activités scolaires et grand public dans une grande variété de milieux notamment dans le réseau des parcs-nature de la Ville de Montréal. Les activités ont pour objectifs de rapprocher les gens de leur nature, de leur faire voir et comprendre l'importance d'une biodiversité urbaine riche et de leur montrer les avantages et les possibilités qu'offrent les activités de plein air en milieu urbain.

Les activités de GUEPE s'adressent surtout aux enfants et aux familles alors que les parcs sont aussi beaucoup fréquentés par les jeunes adultes. Ces derniers utilisent le milieu naturel pour une foule d'activités de plein air, mais ne participent pas beaucoup aux activités d'interprétation de la nature. En 2018, GUEPE est donc parti à la conquête de cette clientèle afin que celle-ci apprécie davantage les richesses du milieu qu'elle utilise, et comprennent mieux l'importance de respecter le milieu pour son utilisation de manière durable.

Fidèles visiteurs

Bien que tous les visiteurs soient les bienvenus aux activités grand public de GUEPE, celles-ci accueillent surtout des familles et des adultes de 50 ans et plus. C'est la même chose pour la programmation d'activités scolaires de GUEPE qui s'adresse à une clientèle précise : les élèves du niveau primaire. Ateliers, sorties éducatives, classe-nature : les thématiques et l'approche ludique rejoint parfaitement les jeunes entre 5 et 12 ans en plus d'être arrimée avec le Programme de formation de l'école québécoise. En complémentarité, l'organisme a aussi développé des activités de découvertes pour les tout-petits et pour les élèves du secondaire, principalement de première et deuxième secondaire.

En comparant les publics touchés par les activités de GUEPE et les utilisateurs des services plein air, on remarque un décalage. De façon générale, des activités sont offertes pour les 0-16 ans, pour les familles (dont les parents sont souvent âgés de plus de 30-35 ans) et pour les adultes d'environ 50 ans et plus. L'organisme rejoint peu les jeunes adultes et pourtant, ceux-ci fréquentent les parcs-nature. Ironiquement, les employés de GUEPE font également partie de cette clientèle... difficile à rejoindre. Pourtant, ces jeunes adultes sont bel et bien présents dans les parcs et s'intéressent à l'environnement et à la conservation de la faune et de la flore tel qu'on le voit beaucoup dans les médias récemment.

L'équipe de conception de GUEPE s'est penchée sur cette question. Elle s'est interrogée sur la meilleure façon de sensibiliser ce public en réfléchissant aux meilleurs outils de sensibilisation et les thèmes les plus intéressants à aborder avec cette clientèle. Les randonnées guidées et les jeux en équipe ne sont pas les meilleurs moyens pour rejoindre ces jeunes qui fréquentent le parc pour faire des activités de plein air bien précises. Comment faire alors? Comment sensibiliser cette clientèle en leur partageant du contenu de manière dynamique, au moment le plus opportun pour eux? L'idée audacieuse d'utiliser des outils en ligne et multimédia s'est présentée comme une évidence. Les 18-30 ans consomment beaucoup de contenu en ligne, ils le partagent rapidement et aiment y accéder partout, à tout moment.

L'idée de rapprocher les citoyens de la nature en utilisant la technologie peut sembler contre-intuitive. Or, c'était le souhait de l'équipe d'aller chercher les gens sur leurs appareils mobiles pour les faire sortir et découvrir la nature près de chez eux, sans les culpabiliser d'utiliser leurs appareils. Plusieurs outils en ligne permettent d'offrir du contenu rapidement, à peu de frais tout en étant disponibles partout. Les outils privilégiés ici permettent d'offrir du contenu de sensibilisation autant sur le terrain qu'ailleurs sur les appareils mobiles.

Une nouvelle approche

GUEPE a alors choisi de développer le Projet Le Tour, une campagne de sensibilisation en ligne qui s'adresse aux jeunes entre 20 et 30 ans. Le projet combine l'intérêt de ces citoyens pour le plein air et les médias sociaux en offrant des outils d'interprétation virtuels. Le projet comprend à ce jour 10 audio-guides qui amènent les visiteurs à sillonner des sentiers aux abords de la rivière des Prairies et dans les boisés urbains, dans des parcs-nature ou parcs de quartier. En complément, les auditeurs peuvent visionner et partager huit capsules vidéo qui abordent un enjeu qui touche les milieux naturels. Le contenu a été rassemblé vers une seule plateforme, un site web qui permet de trouver tous les liens pour écouter et voir le contenu audio et vidéo (projetletour.ca). Afin de garder le site pertinent et d'y maintenir un flux régulier de visiteurs, une section blogue offre du contenu de vulgarisation environ deux fois par semaine. Tout y est abordé : biodiversité, plein air, idées de sortie, nature urbaine, concept d'écologie et questions du public. Les articles, les vidéos et les audio-guides sont également faciles à partager sur les réseaux sociaux.

Les thématiques abordées dans les audio-guides et les capsules vidéo sont larges et touchent des grands enjeux écologiques auxquels les écosystèmes urbains n'échappent pas. Au final, les gens font une randonnée guidée par un narrateur qui aborde les faits saillants du parc, son histoire, les principales espèces observées, etc. Il met aussi en lumière ce qui est moins évident pour l'observateur non-initié : l'importance du parc dans la connectivité des écosystèmes, la présence d'espèces exotique envahissantes, les services écologiques, par exemple. Les randonneurs complètent les informations en écoutant les vidéos et en lisant le blogue.

Depuis sa mise en ligne en 2018, le projet connaît une belle visibilité et une popularité grandissante auprès de plusieurs publics. Il est intéressant de voir que bien que le projet ait été créé pour une clientèle très spécifique, celui-ci a une portée bien plus grande. C'est donc tout le réseau de GUEPE et des visiteurs des parcs-nature qui profitent des audio-guides, des vidéos et du blogue.

Avenir rapproché

Projet Le Tour est un projet voué à prendre de l'ampleur dans les parcs de Montréal. Pour l'instant, le projet est surtout présent dans le réseau des parcs-nature et dans les parcs du Parcours Gouin. L'équipe vise à augmenter le nombre d'audio-guides ainsi qu'à diversifier les thématiques abordées en explorant de nouveaux milieux et des zones naturelles. Un des avantages intéressants du projet, particulièrement des audio-guides, est qu'il permet d'offrir des informations sur la biodiversité et les raisons d'être des espaces verts et ce, sans même qu'il n'y ait un chalet d'accueil ou du personnel sur place. C'est un avantage qui gagnerait à être exploité en visant des parcs en voie de développement ou des espaces verts peu fréquentés. Les audio-guides offrent alors une amorce pour fréquenter ces endroits et renforcer le sentiment d'appartenance des citoyens envers la nature.

Le Projet Le Tour est un exemple d'initiative qui démontre l'importance d'avoir des outils et des activités adaptées au public afin que le message de conservation et de mise en valeur ait un meilleur impact sur la clientèle. Rapprocher les gens du milieu naturel se fait bien évidemment plus facilement sur le terrain, mais il n'est pas nécessaire de mettre complètement de côté la technologie. Souvent mal perçue, celle-ci permet d'amorcer ou de continuer la réflexion en dehors des visites. En offrant du contenu vérifié, accessible et concret, il est plus facile d'accrocher le visiteur, de le captiver et ce, peu importe son âge, son mode de vie ou ses intérêts. Les gens se sentent plus concernés et le sentiment d'appartenance envers la nature autour de chez eux est plus grand. C'est alors toute la communauté qui en bénéficie!

Titre / Title

Restorative health benefits of diverse ecosystems types and quality in an Ontario Protected Area

Prénom, nom et affiliation de l'auteur #1 / First name, Last name and affiliation of author #1

Catherine E. Reining, Department of Geography and Environmental Studies, Wilfrid Laurier University, ON, Canada

Prénom, nom et affiliation de l'auteur #2 / First name, Last name and affiliation of author #2

Christopher J. Lemieux, Department of Geography and Environmental Studies, Wilfrid Laurier University, ON, Canada

Prénom, nom et affiliation de l'auteur #3 / First name, Last name and affiliation of author #3

Sean T. Doherty, Department of Geography and Environmental Studies, Wilfrid Laurier University, ON, Canada

Prénom, nom et affiliation de l'auteur #4 / First name, Last name and affiliation of author #4

Alistair Mackenzie, Pinery Provincial Park, Ontario Parks, Ministry of Environment, Conservation and Parks, Grand Bend, ON, Canada

Texte / Abstract

The human health and well-being benefits associated with nature contact is well established. Parks and other forms of protected areas contribute significantly to these benefits by providing access to nature. However, limited research has been done on how different environments within protected areas (e.g., forests, coasts, areas being restored) and the perceived quality (i.e., ecological integrity) of these environments affect the health and well-being outcomes of visitors. This study builds on previous work to better understand how visitor experiences provided by diverse natural and built environments in Pinery Provincial Park affect perceived restorative outcomes as one aspect of health and well-being, using a self-reported in-situ survey. Tablet computers were used to capture visitor responses at intercept points in different ecosites, identified using Ecological Land Classification (ELC) data. The survey included a modified Restorative Outcome Scale (ROS) to measure participant's well-being and mood as well as scale questions concerning perceived ecological integrity and species richness, socio-demographics, and overall health factors. Results revealed high overall restorative outcomes from contact with nature in the park. The type of environment and length of stay had little influence on visitor's perceived restorative outcomes. However, restorative outcomes were perceived to be greater by women than men. Visitors reported high restorative outcomes irrespective of their self-reported state of mental and physical health. The perceived integrity of the environment had the greatest impact on reported outcomes. Visitors who perceived an environment to have higher ecological integrity or species richness also reported higher restorative outcomes. These results underscore the important links between human health and ecological integrity and point to a need to better understand the synergies between managing for ecological integrity and visitor experiences in protected areas.

Titre / Title

Aires Marines Protégées, loisirs de nature : la gouvernance questionnée. Le cas de la France

Prénom, nom et affiliation de l'auteur #1 / First name, Last name and affiliation of author #1

Ludovic Martel - Maître de conférences en sociologie, UMR "Lieux, Identités, eSpaces et Activités" - Equipe "Territoires, Ressources et Acteurs" Università di Corsica

Texte / Abstract

Les nouvelles formes de gouvernance sur la mer et les objectifs qui leurs sont assignées, sont élaborés au niveau international. Pour contribuer à cette stratégie, la France a, à son échelle, retenu la collaboration comme l'un des principes fondamentaux de la gestion de ses Aires Marines Protégées (AMP). Elle a mis en place, en fonction des statuts d'AMP existants, une diversité d'instances participatives. Cette participation et cette représentation des acteurs sont sans nul doute des éléments contributeurs à la légitimation des processus de décision en matière de gouvernance et de mise en œuvre d'une action publique.

Le déploiement de ces AMP, qui s'inscrit dans une environnementalisation de l'appareil d'Etat met en exergue, bien que les promoteurs réfutent toute volonté de " mise sous cloche ", une dichotomie entre développement et préservation/protection, questionnant la naturalité, les « bons usages » de la nature. Ceci provoque, entre les acteurs des territoires concernés, débats et controverses notamment autour des vocations culturalise ou naturaliste des AMP. Parmi les sujets de discorde, les activités récréatives de nature dont la diffusion, la diversification et la massification sont objectivées par de nombreuses enquêtes. En 2016, en France, on estime à 34.5 millions le nombre de ces pratiquants dont 11 millions pour les seuls "sports nautiques". Même si le principe d'un développement maîtrisé a été entériné pour ces activités et reste fortement soutenu par le ministère des sports, une partie de leurs usagers s'inquiète.

Partant d'une étude financée par la Fondation de France - 2016-2020 - relative aux rapports entretenus entre les gestionnaires de 9 AMP - 6 Parcs naturels marins (PNM), 2 Réserves naturelles et 1 site Natura 2000 en mer - réparties sur l'ensemble des littoraux métropolitains français, et usagers récréatifs de la nature, cet article entend proposer succinctement quelques résultats obtenus par une dizaine de chercheurs issus des sciences sociales, humaines et juridiques, selon une dimension comparative . D'un point de vue méthodologique, des approches quantitative et qualitative ont été mobilisées et croisées : entretiens approfondis avec les membres des instances de concertation et des acteurs périphériques (n = 75), observations ethnographiques et participantes (n = 50), campagnes photographiques, analyse de la composition et du fonctionnement des organes de concertation, analyse de contenu de leurs travaux, de leurs productions, de documents réglementaires et suivi de l'actualité des sites notamment dans la presse locale.

Les résultats révèlent d'abord, s'agissant de l'adhésion aux processus participatifs initiés par les pouvoirs publics, des appropriations différenciées ainsi que des implications locales très inégales. Ces dernières s'expliquent par les rapports qu'entretiennent les différents acteurs des loisirs récréatifs de nature à la politique et aux instances publiques. En effet, ces microcosmes que sont les AMP sont dominés par les élus politiques.

Lors du cycle de préfiguration des PNM, le taux de représentation des acteurs des loisirs récréatifs sur l'ensemble du processus de concertation varie, selon les sites étudiés, de 10 à 19%. On observe que plaisanciers et plongeurs sont systématiquement présents mais selon des postures différentes. Si les premiers s'engagent principalement sur le registre de la défense de leurs activités, les seconds se posent plus volontiers en protecteurs de la biodiversité. La fédération sportive nationale de plongée sous-marine a d'ailleurs, à cet égard, signé dès 2010, une convention avec l'Agence des Aires Marines Protégées (AAMP) intitulée "Pour le développement concerté des activités subaquatiques et de la protection de la biodiversité des écosystèmes sous-marins". Ces temps de mise en place des AMP sont des périodes de luttes des places où les acteurs prétendant siéger dans les futures instances de gouvernance le revendiquent : "Il faudrait ajouter la chasse sous-marine dans le collège des usagers de loisirs " ; " Au sein du conseil de gestion, toutes les associations de plaisanciers du périmètre du parc doivent avoir une place". Ils fondent alors leur légitimité soit en arguant de leur poids économique, soit du nombre d'usagers qu'ils représentent sur le territoire. La perception d'une éventuelle restriction voire privation de liberté d'agir pour les usagers - "La plaisance qui aura besoin d'être soudée pour faire face à de nouvelles attaques. [...] La préservation des droits et usages de tous les plaisanciers" - ou d'entreprendre - "Pour protéger nos

intérêts, on ne pouvait être absent [...]. Il fallait pouvoir peser, influencer les décisions qui pouvaient menacer notre activité économique dans le cadre de la création du parc" - pour ceux qui font commerce de ces activités, renforce l'engagement. Parallèlement, d'autres acteurs ne s'impliquent pas, simplement parce qu'ils ne voient pas de menace sur leurs activités, persuadés de la nature intrinsèquement vertueuse de ces dernières et/ou parce qu'ils souffrent d'un déficit d'accès à l'information : " Le PNM, on en parle depuis 10 ans, ... d'ici qu'il voit le jour ... [...] et puis la voile, c'est écolo, donc ... parc ou pas parc, on n'a rien à craindre pour nos activités". L'entretien a été réalisé en octobre 2016. Le PNM implanté sur ce territoire a été officiellement créé le 5 juin 2014.

La comparaison de la composition finale des 9 instances de gouvernance étudiées conforte l'idée de réalités locales différenciées. Si en moyenne les représentants des loisirs récréatifs de la nature occupent 12% des postes des instances de gouvernance, dans certains cas ils ne possèdent aucun siège, dans d'autres un quart d'entre eux.

Les résultats indiquent, ensuite, que c'est à la condition que les représentants des loisirs récréatifs de nature s'approprient la doxa dominante de la "préservation de l'environnement" qu'ils peuvent escompter défendre, au sein des organes de gouvernance, le caractère conciliable des usages qu'ils représentent avec la préservation de la nature. Ceci conduit à des processus de disqualification envers certaines pratiques.

En tant que dispositif national, les responsables de l'AAMP invitent les acteurs locaux à se mobiliser et à s'impliquer : "La protection de l'environnement marin est aujourd'hui au cœur des préoccupations à toutes les échelles. [...] La pratique des sports de nature sur les littoraux et en mer est un formidable levier pour sensibiliser, informer et préserver nos mers et nos côtes".

Ces sollicitations peuvent s'exprimer car il existe chez les usagers récréatifs si ce n'est une vision écologique et environnementaliste, du moins des rapports enchantés à la nature. Cela se traduit par une forme de souci et de respect envers les espaces naturels de la part de ceux qui les mobilisent dans le cadre d'activités récréatives reléguant ainsi l'idée que la nature est un terrain de jeux. Cet "amour" de la nature illustre probablement des singularités distinctives de groupes sociaux auxquels appartiennent ces usagers plus qu'une transformation sociale profonde.

Dès lors, certaines pratiques ou formes de pratiques sont l'objet de processus de disqualification. C'est le cas, en particulier des loisirs motorisés - "Tous ces sports de gros cons - Pardon ! - : le jet, le wake, le 4x4, la moto" - et des pratiquants non captifs sans encadrement institué - "Je pense que les pratiquants individuels sont bien moins respectueux, c'est une évidence" ; "Les kitesurfeurs c'est qui ? Il n'y a pas de structure représentative. C'est beaucoup de trucs privés individuels. C'est l'individualisme le kitesurf hein". - Pour cette dernière catégorie, la disqualification est d'autant plus marquée que ce sont des pratiquants allogènes - "Il y a trop de touristes irrespectueux". Ces derniers seraient même à l'origine de mesures d'interdiction - "Si c'est interdit, c'est à cause des touristes" -. Ici, se rejoue la classique opposition entre "Gens du lieux" et "Gens d'ailleurs" .

L'enquête montre enfin l'inégale "politisation" de ceux qui s'engagent. On observe une sélection sociale s'agissant de l'accès aux instances participatives laquelle repose pour partie sur une dotation plus ou moins importante en capital représentationnel. Celui-ci est constitué de 4 éléments. S'agissant du capital temporel, il est une ressource précieuse : " [...], moi je suis à mon compte, je perds de l'argent ; je suis en congé sans solde quand je vais à ces réunions-là...". A la suite, le capital d'autochtonie permet de faire valoir localement sa légitimité : "Moi, j'ai fait toute ma carrière d'instituteur dans la commune. J'ai eu toutes les générations; je connais tout le monde". Ce dernier peut être remis en cause : "Aujourd'hui, les pêcheurs plaisanciers sont représentés par quelqu'un qui n'était pas directement concerné. Il n'est pas du Conquet [...]. Donc, on va essayer de mettre quelqu'un d'autre". Posséder un capital social est aussi nécessaire pour traiter des affaires de l'AMP. Si pour certains il est constitué à partir d'un réseau local, pour d'autres, il se construit internationalement : "Attendez, l'avocat c'est Y. C'est un avocat qui plaide en anglais-américain, en allemand, en néerlandais. Je ne vous raconte pas ses bas de page quand il fait une note d'honoraires, mais c'est quelqu'un en plus qui connaît le milieu maritime". Enfin, la possession d'un capital militant reposant sur des expériences associatives, syndicales et/ou politiques apparaît comme une plus-value significative.

NB : Pour une analyse plus détaillée, voir Martel. L, Sébilleau. A & Jouve. J (2019). "Les légitimités politiques à l'épreuve des Aires marines protégées. Le cas des usages récréatifs de la nature et de leurs représentants". in Martel, L & Sébilleau, A (Dir), Les "sports de nature" comme actions publiques. Regards croisés d'experts et d'analystes, PUS, Voiron : 192- 223. Les verbatims sont extraits des entretiens.

Titre / Title

The Environmental History of Walking in National Parks as a Guide for the Digital Age

Prénom, nom et affiliation de l'auteur #1 / First name, Last name and affiliation of author #1

J.E. Hinrichs, PhD Student of Environmental History at the University of St Andrews

Texte / Abstract

In our present digital age, the environmental history of walking guides us into deeper engagement with national parks. The case study of interwar Britain, in particular, provides insight on the present importance of walking in national parks. By the early twentieth century, over three quarters of the British population lived in cities. Therefore, most of the population was then separated from nature in their daily routines, and also acutely familiar with urban public health challenges. On the latter point, there was a growing concern for the ways in which living among crowds eroded psychological wellness. Extreme political collectivism occurring in interwar Europe – in Nazi Germany, especially – galvanised greater attention on mass psychology: the study of group behaviour. Some people perceived that living among crowds in British cities had a parallel potential to erode the individual's sense of self and rationality.

Those who did come to believe that town dwellers needed to periodically remove themselves from the urban mob in order to maintain their ability to know, and think for, themselves. 'Walking alone in the country' became a means by which 'one's personality, drained and colourless from contact with many men' could be 'restored to fullness and vitality of being'. Through a rural ramble, town dwellers could disconnect from urban crowds in order to connect deeply with both their sense of self, and the natural world.

However, these psychologically beneficial rambles were threatened by the contemporary development of the countryside. During the interwar years, the state gave local authorities subsidies to construct hundreds of thousands of new homes in Britain. While housing development mitigated urban population density, it also encroached upon the remaining undeveloped portions of the countryside: the very terrains within which many desired to walk for psychological wellness. The claimed 'validity of the psychological considerations' of living in perpetual contact with urban crowds, was evoked to illustrate the dangers of 'unregulated development'. This helped endorse 'the walkers' plea' to create national parks as areas within which 'unspoilt wild Nature can be assured'. In this way, national parks were conceptualised as preserved spaces that would facilitate psychologically beneficial disconnection from urban environments, and their crowds, for the duration of a ramble.

The psychological benefits walking had in the past, including its contribution to the British national park idea, are relevant to the present digital age. Today, many of us face a double disconnect from meaningful connections with nature: we reside in urban areas, but also inhabit quotidian terrains mediated by digital technology. Just like interwar Britons, those of us who live in cities today are in frequent, near constant contact with a literal crowd. When we additionally use digital technology constantly throughout our day, we remain in perpetual contact with a virtual crowd. Computers, smart phones, and tablets enable us to stay connected to others perpetually through the exchange of information and communication. The increased affordability and portability of digital devices keeps us connected to others and the internet in all places and at all times. Although this ease of virtual connection to others benefits our lives in many regards, our psychological wellness suffers without periods of rejuvenating disconnection.

What interwar British walkers were beginning to perceive has been affirmed by recent research: continual 'contact with many men' obstructs our ability to obtain "enhanced self-consciousness". Without occasional time alone, we tend to subconsciously conform to the opinions of the group. We need to disconnect from others in order to formulate our own opinions and beliefs, and to develop new thought patterns. Spending some time away from others allows us to know ourselves better and reflect upon our actions; which helps us form stronger, and longer-lasting, social bonds. However, in today's digital age, we need to temporarily disengage from digital technology in order to obtain these benefits. This is not about extracting digital technology from our lives, but rather about setting personal limits on our usage.

A walk in a national park can help us do just that. Psychoanalytic theorists recommend 'taking solo walks' as a practical means by which we can remove ourselves from social interaction in order to look inward. Walking also helps us combat anxiety, experience greater relaxation, improve self-image, raise feelings of self-worth, and face our daily tasks with more confidence. Although the activity of walking itself aids our health in all these ways, taking a walk in a national park allows us to gain the additional benefits that come when we experience relative solitude in nature.

Using our environmental history lesson as a guide, national parks can become spaces within which we temporarily disconnect from both urban and virtual crowds. They can become so if we treat them as areas within which digital technology does not accompany us for the duration of a walk. If we approach parks as such, then walking across the border into a national park is similar to crossing a border into an alternate reality. There is a price for such passage: it requires us to chance the delights of the unfamiliar. In particular, it invites us to risk witnessing the present without the aid, and distractions of, digital technology.

The reward for such a risk is beyond value: we can commune deeply with both the nature found in a national park, and those who walk with us there. Without earbuds in our ears, we hear the chatter of a park squirrel, which gives cheer to our conversation. Without checking our social media feed during our park walk, we catch the sight of a soaring eagle, and find its flight gives our thoughts wings. Without holding up an app to identify the species of a park tree, we instead touch its leaves, marvelling at how their design captures nourishing dewdrops. This prompts us to reflect upon the design of our lives, which has likewise captured nourishing relationships and experiences. When we walk out of the park, the memories of these connections with nature go with us, and revitalise us as we return to our urban, digital routines.

By considering the importance of creating, and walking in, national parks in the past, we can harness the value of the same in our digitalising present. Sharing such lessons from environmental history as part of park programming – ideally while walking – can enhance visitors' experience of national parks.

Titre / Title

Développer des ambassadeurs du parc grâce au Centre d'excellence des milieux humides

Prénom, nom et affiliation de l'auteur #1 / First name, Last name and affiliation of author #1

Isabelle Croteau, directrice, parc national de Plaisance, Sépaq

Texte / Abstract

Le Centre d'excellence des milieux humides Papineau est un projet réalisé en collaboration avec Canards illimités, l'école secondaire Louis-Joseph-Papineau et le parc national de Plaisance.

Débuté en 2017, il a comme objectifs la transmission de connaissances sur les milieux humides aux étudiants, le contact avec les milieux humides et aussi, que les jeunes puissent redonner à la communauté. Canards illimités est à la base de la création des centres d'excellence des milieux humides. Il y en a plusieurs au Canada et un seul au Québec. Canards illimités fournit un financement pour les trois premières années.

Premier secondaire

Concrètement, voici le type d'activités que le parc réalise avec les étudiants. En secondaire 1, toutes les classes viennent vivre une randonnée en rabaska précédée, avec le garde-parc naturaliste, d'une initiation à l'importance des milieux humides. On présente aussi le parc et son mandat. Les étudiants reçoivent aussi la visite en classe d'un garde-parc ou d'un représentant de Canards illimités afin d'approfondir leurs connaissances sur les milieux humides.

Dans le cours de français, les étudiants composent des poèmes de type Haïku inspirés d'une espèce qui se retrouve au parc. Ils réalisent aussi une estampe japonaise dans le cadre du cours d'arts plastiques. Ces œuvres sont exposées au Centre de découverte du parc. Un vernissage de l'exposition est organisé permettant de réunir les étudiants, les professeurs, les partenaires du parc, etc. La vente de ces œuvres devient une source de financement du projet.

Deuxième secondaire

Une visite en classe est effectuée aux jeunes de secondaire 2. Ils deviennent des biologistes d'un jour et le thème principal abordé est les espèces envahissantes. Une visite en autobus leur permet de prendre conscience de la quantité de roseau commun présent autour du parc. On leur demande leur aide. Celui-ci est venu sous forme de participation à une vidéo sur la conservation du parc, aussi sous la forme de rédaction d'un article traitant des espèces envahissantes et leurs impacts, article publié dans 2 journaux de la région.

En 2e secondaire, les étudiants reviennent faire une visite au parc. Cette fois, ils ont réalisé des inventaires d'espèces fauniques des milieux humides. Une journée passionnante pour ces étudiants accompagnés par le technicien de la faune du parc.

Les jeunes de secondaire 2 vont également aller donner un cours sur l'importance des milieux humides aux étudiants de secondaire 1. Il est temps de démontrer qu'ils ont bien appris leurs leçons!

Avenir du projet

À plus long terme, nous voulons poursuivre ce travail avec les plus jeunes, mais nous voulons aussi développer des projets avec les secondaires 3, 4 et 5. Il serait intéressant que les étudiants mettent les pieds au parc une fois par année durant leurs études secondaires.

Entre autres, nous avons comme idée que les jeunes et leurs professeurs s'approprient un secteur du parc. Le secteur que nous appelons Les étangs, où il y a peu d'activités pour l'instant. Là où ils ont réalisé des inventaires fauniques. Ils pourraient aussi éventuellement développer les panneaux d'interprétation, etc.

Impacts du projet

Le projet du Centre d'excellence des milieux humides a donné une visibilité média jamais atteinte auparavant pour le parc. Entre autres, les jeunes ont rédigé un article dans le journal local et dans le Droit de Gatineau/Ottawa concernant les espèces envahissantes. Il y a aussi beaucoup de visibilité concernant le Centre d'excellence comme tel dans les journaux et les médias sociaux.

Avantages de ce projet? Il permet de développer de futurs ambassadeurs du parc! Les jeunes participants au projet, les professeurs et indirectement les parents développent un sentiment d'appartenance face au

parc. C'est une opportunité incroyable de parler de conservation et plus particulièrement de l'importance des milieux humides. C'est un beau rayonnement pour le parc.

Un autre bel avantage, c'est que c'est un projet qui développe de la fierté chez les employés impliqués dans le projet mais aussi chez les autres employés, qui apprécient le rayonnement du parc à travers ce projet. Ils adorent le fait que nous travaillions directement avec des étudiants de la région qui sont parfois leurs propres enfants ou leurs petits enfants!

Bien sûr, comme vous vous en doutez, tout n'est pas parfait! Ce projet a beau plaire à tous, il s'ajoute à toutes les autres tâches. C'est donc un des grands défis, c'est de trouver le temps. Le temps pour la planification car lors de la rencontre annuelle avec les professeurs, il faut déjà avoir pensé à ce que nous aimerions faire avec les étudiants. Il y a beaucoup de travail pour les naturalistes également.

Un autre très grand défi, c'est de maintenir la flamme chez les professeurs. Ils sont débordés aussi! Leur temps est compté. Il faut trouver une façon d'intégrer les activités du centre d'excellence dans la routine des professeurs et non pas ajouter de nouvelles tâches. Les professeurs ont aussi le défi de penser au financement du projet après les 3 premières années, quand prend fin le financement de Canards illimités. Voici donc un résumé rapide de ce beau projet qui allume de petites lumières dans les yeux de bien des personnes!

Titre / Title

Implication et participation des autochtones dans l'exploitation des parcs nationaux au Nunavik

Prénom, nom et affiliation de l'auteur #1 / First name, Last name and affiliation of author #1

Maxime, Brousseau, Ministère des Forêts de la Faune et des parcs

Prénom, nom et affiliation de l'auteur #2 / First name, Last name and affiliation of author #2

Camille, Le Gall-Payne, Administration Régionale Kativik

Prénom, nom et affiliation de l'auteur #3 / First name, Last name and affiliation of author #3

Mary A., Pilurttut, Administration Régionale Kativik

Texte / Abstract

Le Nunavik est le territoire de la province de Québec situé au nord du 55e parallèle. Ce vaste territoire, uniquement accessible par voie aérienne, est habité par environ 14 000 résidents. Ces derniers sont majoritairement des Inuits (90 %), répartis dans 14 villages nordiques. Le Nunavik fait partie du territoire d'application de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois (CBJNQ) et de la Convention du Nord-Est québécois (CNEQ). Signées respectivement en 1975 et 1978, ces conventions en milieu nordique constituent des accords de revendication territoriale conclus par les gouvernements du Québec et du Canada et les nations crie, inuite et naskapie du Nord-du-Québec. La création du parc national des Pingualuit, alors désigné « Cratère du Nouveau-Québec », est d'ailleurs inscrite dans la CBJNQ. Ces conventions ont également permis d'établir un régime des terres et de définir des droits d'exploitations (chasse, pêche, piégeage, etc.) pour les bénéficiaires sur le territoire conventionné. Ces droits peuvent être exercés à l'intérieur des parcs nationaux du Québec se situant sur ce même territoire.

La création des parcs nationaux situés au Nunavik s'inscrit dans la mise en œuvre de l'Entente de partenariat sur le développement économique et communautaire au Nunavik (Entente Sanarrutik) signée en 2002 par le gouvernement du Québec, l'Administration régionale Kativik (ARK) et la Société Makivik. Cette entente vise, entre autres, à soutenir le développement touristique du Nunavik et prévoit la création de cinq parcs nationaux.

Avant d'amorcer un projet de parc national sur le territoire conventionné, le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs et l'ARK consultent les communautés concernées. Lorsqu'un projet reçoit un accueil favorable, un groupe de travail est formé afin de s'assurer d'une participation active de la part des communautés impliquées dans le projet. Le ministère et l'ARK et enclenchent alors un processus de collecte d'information, de revue de littérature et d'inventaires sur le terrain en collaboration avec les communautés voisines du projet de parc. Une fois le projet suffisamment avancé, ces communautés, ainsi que toute la population du Québec, ont l'opportunité d'exprimer leur opinion lors d'audiences publiques. Les commentaires reçus permettent au Ministère d'adapter le projet de parc avant de le soumettre au gouvernement du Québec en vue de sa création officielle.

Une fois le parc national créé, le gouvernement du Québec en confie l'exploitation à l'ARK au moyen d'une entente. Un comité d'harmonisation est mis en place pour favoriser les échanges entre l'administration du parc et les acteurs régionaux. L'objectif est de créer un milieu de discussion et d'échange pour assurer que le développement du parc n'entre pas en conflit avec les activités traditionnelles des Autochtones et réponde aux besoins des communautés.

Depuis la création en 2004 du premier parc national au Nunavik, le parc national des Pingualuit, beaucoup de chemin a été parcouru. Les parcs nationaux Kuururjuaq, en 2009, Tursujuq, en 2013, et Ulittaniujalik, en 2016, se sont ajoutés, protégeant des paysages spectaculaires, une biodiversité exceptionnelle et une culture riche et bien vivante. Ces derniers permettent le maintien d'une soixantaine d'emplois permanents et saisonniers, majoritairement occupés par des autochtones. D'ailleurs, tous les directeurs de parcs nationaux au Nunavik sont Inuits.

Les parcs nationaux au Nunavik contribuent également au maintien de la qualité de vie des Nunavimmiuts en préservant des territoires propices à la pratique d'activités traditionnelles, mais également en créant des opportunités de rassemblements, d'échanges et d'expériences éducatives. Dans le même ordre

d'idée, l'ARK a mis sur pied, en 2017, une initiative pour l'accès aux parcs nationaux pour les bénéficiaires des conventions en milieu nordique. Ce programme offre un rabais de 50 % sur les activités offertes par les parcs et rembourse une partie des coûts reliés au transport aérien. En 2018, la majorité des visiteurs de ces parcs (65 %) provenaient du Nunavik.

Mary Arngak Pilurttut, directrice du parc national des Pingualuit, témoigne que les parcs sont aussi le théâtre de plusieurs sorties scolaires, encadrées par des garde-parcs qui peuvent partager avec les élèves les caractéristiques et l'origine des paysages, de la faune et de la flore qui les entourent. De plus, plusieurs autres opportunités d'apprentissage se présentent aux Nunavimmiuts. Les parcs sont également des endroits privilégiés pour promouvoir et perpétuer l'histoire et la culture. De jeunes Inuits de Kuujuaq qui ont séjourné dans le parc national des Pingualuit ont confié avoir eu, pour la première fois, l'occasion de renouer avec des traditions inuites, telles que la fabrication d'igloos, l'attelage des chiens de traîneau et l'utilisation d'une lampe traditionnelle. L'organisation d'activités impliquant les aînés de sa communauté, Kangiqsujaq, a permis des échanges de connaissances précieux et intergénérationnels parmi les participants. Il ne s'agit là que de quelques exemples des bienfaits intangibles des parcs nationaux situés au Nunavik.

Fruits d'un travail de concertation, ces parcs nationaux n'auraient pu être créés sans le désir et la participation active des communautés autochtones, de l'ARK et de la Société Makivik. Tous ces acteurs travaillent ensemble, avec le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs, afin d'offrir aux visiteurs des expériences authentiques tout en respectant les souhaits et les préoccupations des communautés concernées. Les parcs nationaux du Québec situés au Nunavik possèdent les attributs pour devenir une référence de calibre international en ce qui concerne la protection, la gouvernance et la découverte de territoires ancestraux par les autochtones eux-mêmes.

Titre / Title

Planning and Facilitating Meaningful Indigenous Engagement

Prénom, nom et affiliation de l'auteur #1 / First name, Last name and affiliation of author #1

Barb Sweazey, Stratos Inc.

Prénom, nom et affiliation de l'auteur #2 / First name, Last name and affiliation of author #2

Guy Freedman, First Peoples Group

Texte / Abstract

As practitioners in parks and protected areas interact more frequently and more intentionally with the work, perspectives and values of Indigenous peoples, there is an emerging opportunity to more effectively create spaces for integrated and meaningful conversations to occur with Indigenous peoples. For parks practitioners, this may mean learning a “new way of doing” when it comes to planning for, fostering, facilitating and integrating engagement with Indigenous partners, communities and participants.

In keeping with the conference theme of both Collaboration and Leadership, this workshop provided key insights for planning and facilitating meaningful Indigenous engagement in a multi-interest, integrated dialogue or process. The session was co-delivered by President of First Peoples Group, Guy Freedman, a fifth-generation Metis from Flin Flon Manitoba and an experienced facilitator, and Barb Sweazey, the Director of Organizational Effectiveness at Stratos, who is a Certified Professional Facilitator with deep experience in multi-jurisdictional, multi-interest processes particularly within the conservation and natural resources sphere. Stratos and First Peoples Group have built a formal partnership built upon principles of friendship, community, reciprocity and transparency. As partners, we recognize that achieving win-win solutions is hard work and we look forward to further advancing the reconciliation and sustainability agendas together.

Using an informal dialogue, these conference co-presenters shared firsthand observations and opportunities to successfully engage all participants, including Indigenous voices, in multi-interest integrated processes and dialogues. The workshop was a “guided” experiential learning occasion, where participants were asked to reflect on their past facilitation experiences and openly ask questions and share their learnings. Participants discussed how to manage common challenges that may occur during a workshop or engagement process. Based on the lived experience of the co-presenters, participants were provided five “nuggets of wisdom” to use when planning and facilitating a dialogue with Indigenous participants, including: Recognize Indigenous communities as nations; Do your homework; Take time for tea; Humility goes a long way; and It’s hard work. Participants left this workshop with a small booklet that included the five tips as well as a detailed checklist for planning meaningful Indigenous engagement and tips for how to guide and facilitate meaningful Indigenous conversations.

The seminar was based on courageous conversations, raised from the shared and lived experience of both the participants and the presenters, as a demonstration of reconciliation in action.

Titre / Title

Le développement du vélo de montagne: Entretenir l'amour de la nature en respectant l'environnement

Prénom, nom et affiliation de l'auteur #1 / First name, Last name and affiliation of author #1

Francis Tétrault, Vélo Québec Association

Texte / Abstract

Avec des équipements de plus en plus performants, des sentiers davantage accessibles et le souci grandissant de la population pour une vie active, la pratique de vélo de montagne s'est intensifiée partout dans le monde au cours des dernières années. Le Québec n'y fait pas exception, avec le développement d'expériences distinctives permettant à certaines destinations d'en faire leur produit d'appel et à d'autres de compléter un portefeuille d'activités pouvant s'adresser à toute la famille.

La démocratisation et l'accessibilité résument bien l'évolution de la pratique du vélo de montagne dans les dix dernières années selon Vélo Québec, l'association qui s'occupe de son développement et de sa promotion au Québec. Le design des sentiers permettant de s'initier à l'activité mise maintenant davantage sur une expérience ponctuée de rythme et de la sensation de roulement plutôt que sur le défi technique. Les techniques d'aménagement permettent également de mieux gérer l'impact sur le milieu que par le passé. À cet égard, des organisations telles que Parcs Canada, des parcs régionaux ainsi que la Société des établissements de plein air du Québec (Sépaq) ont emboîté le pas et se sont intéressées à cette nouvelle activité.

L'an dernier, afin de diversifier son offre et sa clientèle, la Sépaq a entrepris le développement d'un réseau de sentiers dédiés au vélo de montagne et au fatbike au parc national du Mont-Orford dans les Cantons-de-l'Est. Avec des objectifs tels que de favoriser un mode de vie actif, la connexion avec la nature, l'accessibilité et la découverte du territoire, l'ajout d'une activité de vélo de montagne allait de soi. Or, le coup d'envoi a été propulsé en grande partie par l'intérêt du milieu et de la communauté qui reconnaissent le potentiel de ce territoire et son accès.

Avec une mission claire de conservation et d'accessibilité du territoire, la Sépaq possède un double rôle qui, dans le cas du développement du vélo de montagne, peuvent apparaître diamétralement opposés. En effet, comment à la fois conserver le territoire et le rendre plus accessible en utilisant l'activité de vélo de montagne ? Cette question démontre bien l'enjeu principal de ce projet et la nécessité de travailler en accord avec le milieu dans un processus agile et collaboratif. C'est dans cet esprit que Vélo Québec accompagne la Sépaq dans cette démarche depuis le début du projet, afin de rassembler le milieu autour d'un intérêt partagé et de faire de ce projet pilote un succès.

L'article final, s'il est choisi pour publication, relatera les grandes étapes de développement du projet. Il explorera les avantages qu'un rapprochement avec la Nature représente pour les individus, les collectivités et la société dans son ensemble, tout en mettant l'accent sur les politiques et pratiques qui peuvent mener à des expériences inclusives, à un développement durable et à un plus grand soutien du public envers les parcs et les aires protégées.

De plus, il abordera brièvement divers modèles de collaboration, de même que la complexité et la nature interdisciplinaire de la gestion des parcs et des aires protégées, en plus de donner des exemples de collaboration qui pourraient s'appliquer à d'autres contextes liés aux parcs, et ce, aux échelles nationale et internationale.

Titre / Title

Intégration de l'éthique du plein air à l'expérience du visiteur – Outiller l'acteur de changement

Prénom, nom et affiliation de l'auteur #1 / First name, Last name and affiliation of author #1

Danielle, Landry, Dirigeante et fondatrice, De ville en forêt

Prénom, nom et affiliation de l'auteur #2 / First name, Last name and affiliation of author #2

Éric, Richard, Conseiller scientifique, Les amis de la montagne

Prénom, nom et affiliation de l'auteur #3 / First name, Last name and affiliation of author #3

Charles Antoine, Rioux, Gestionnaire de projet plein air, Loisir Sport Outaouais

Prénom, nom et affiliation de l'auteur #4 / First name, Last name and affiliation of author #4

Alexandre, Fréchette, Agent de développement régional Plein air, Loisir et Sport Lanaudière

Texte / Abstract

Cet article a été rédigé en deux parties. Cette première partie révèle le potentiel du programme Sans trace pour la durabilité des parcs et des aires protégées. On y expose également le produit des collaborations qui se sont mises en place dans le but de doter les gestionnaires et les leaders québécois d'un programme Sans trace complet, adapté aux besoins et aux enjeux actuels et émergents.

La deuxième partie de l'article est intitulée «Intégration de l'éthique du plein air à l'expérience du visiteur – Accompagner le changement». Des acteurs de changement chez les Amis de la montagne, Loisir Sport Outaouais et Loisir et Sport Lanaudière y montrent comment des changements sont en train d'opérer pour développer durablement le plein air dans leur milieu. Ils s'attardent surtout à l'apport du programme Sans trace pour intégrer l'éthique du plein air dans ce processus de changement.

Nature sous tension

L'engouement pour la pratique d'activités récréatives, touristiques et sportives en plein air est en forte augmentation. Les parcs et les aires protégées sont des destinations prisées tant par les populations locales que par les touristes venus de l'étranger. Toute une industrie repose sur la mise en valeur de ces espaces verts recherchés par une clientèle avide d'échapper au tumulte des villes. Les aires dont l'intégrité écologique et le caractère sont les mieux préservés jouissent d'un attrait distinctif auprès des publics en quête d'une nature toujours sauvage. Au-delà des bienfaits immédiats qu'ils procurent, des milieux naturels en santé sont un maillon essentiel de la résilience face au réchauffement climatique et au déclin de la biodiversité.

Or, la fréquentation de masse exerce une pression conséquente sur les milieux naturels. Elle entraîne des problèmes tels que la pollution, la dégradation des sols et de la végétation, les feux, le dérangement des écosystèmes et des habitats, les conflits d'usage, les restrictions d'accès, la détérioration des sentiers, l'appropriation d'éléments culturels, patrimoniaux ou archéologiques, les difficultés de cohabitation avec les communautés voisines, etc. Cet impact cumulatif s'ajoute aux impacts environnementaux à plus large échelle qui affectent les parcs et les aires protégées, fragilisant encore davantage leur capacité de support et de résilience.

Responsabilisation et éducation des visiteurs

Le programme Sans trace du Leave No Trace Center for Outdoor Ethics (LNTCOE), à Boulder, au Colorado, canalise plus de quatre décennies de recherche et de développement. Il vient en appui aux gestionnaires et aux leaders aux prises avec le défi de concilier la demande croissante pour une expérience de qualité en toute saison avec le mandat de conservation de la nature et de pérennisation des infrastructures. Le programme procure des ressources pour développer la capacité des organisations à appuyer l'adoption par les visiteurs d'un comportement mieux ajusté aux problématiques de fréquentation et de conservation identifiées sur leur territoire. Il propose d'intégrer une éthique du plein air à l'expérience des visiteurs afin d'éveiller un sentiment de responsabilité envers la protection des milieux naturels. Il vise également à faire adopter les sept principes Sans trace aux adeptes de plein air afin que ceux-ci développent la capacité de décider par eux-mêmes quel comportement adopter pour réduire les impacts

sociaux et écologiques de leurs activités.

Les sept principes Sans trace® (1) sont les plus reconnus internationalement pour l'éducation des publics à la fréquentation responsable. Ils sont fondés sur des données scientifiques de pointe ainsi que sur des pratiques de gestion des impacts qui ont été éprouvées. De plus, les principes ont été adaptés pour une variété de clientèles, d'environnements (par exemple, les aires urbaines et périurbaines) et d'activités non motorisées (par exemple, le vélo de montagne, l'escalade de bloc, etc.). Depuis plusieurs années au Québec, l'enseignement des sept principes Sans trace est intégré à la formation des intervenants en plein air et en tourisme de nature et d'aventure. Néanmoins, une démarche d'inventaire et de caractérisation des lieux de pratique plein air entreprise en 2019 par Loisir Sport Outaouais a révélé qu'aucun des lieux visités en Outaouais ne communiquait un message Sans trace à l'accueil des visiteurs. On a aussi découvert qu'à peine 10 % des organisations affichaient les sept principes Sans trace sur les lieux et que le moyen le plus utilisé par les organismes pour les faire connaître restait leur site Web.

Outiller les gestionnaires et les leaders

Devant l'importance accrue de développer durablement le plein air dans les villes et les régions, des acteurs de changement québécois ont souhaité déployer le programme Sans trace à son plein potentiel. Des collaborations se sont donc mises en place en vue de doter les gestionnaires et les leaders des moyens de développer leur capacité et celle de leur organisation à procéder efficacement. Il s'agissait d'innover et de bâtir un ensemble cohérent et modulable de ressources, adaptées aux besoins et aux enjeux actuels et émergents.

Les organisations suivantes ont été impliquées dans cette démarche sur le terrain: De ville en forêt, l'Unité de développement durable de l'Université de Montréal, les Amis de la montagne (Montréal), les Sentiers de l'Escapade (Rigaud), Loisir Sport Outaouais et Loisir et Sport Lanaudière.

Aujourd'hui, grâce à ce travail, le gestionnaire ou le leader intéressé peut faire appel aux ressources suivantes:

- une approche structurante pour son organisation ou un ensemble d'organisations sur un territoire donné, en zone urbaine, périurbaine ou rurale (incluant l'intégration aux plans de développement municipal et/ou régional);
- un programme de formation et de perfectionnement respectant les normes de formation de NOLS (National Outdoor Leadership School) et LNTCOE;
- des outils pour accompagner son organisation du diagnostic à la mise en oeuvre des moyens de favoriser l'adoption du comportement attendu chez les visiteurs (aménagement, signalisation et entretien des sentiers et des sites, communication et éducation auprès des publics);
- une démarche pour la co-construction du message Sans trace selon les problématiques de conservation et de fréquentation dans le territoire.

Pour plus d'information

L'information au sujet du programme Sans trace est disponible auprès de De ville en forêt. Également partenaire de Sans trace Canada et de LNTCOE, De ville en forêt a comme mission d'appuyer le développement du savoir-faire en matière d'éducation des publics pour un plein air et un tourisme viables partout au Québec.

| devilleenforet.com

Notes

1) ©1999 by the Leave No Trace Center for Outdoor Ethics: Int.org | Adaptation française de Sans trace Canada: sanstrace.ca

Titre / Title

Intégration de l'éthique du plein air à l'expérience du visiteur – Accompagner le milieu

Prénom, nom et affiliation de l'auteur #1 / First name, Last name and affiliation of author #1

Danielle, Landry, Dirigeante et fondatrice, De ville en forêt

Prénom, nom et affiliation de l'auteur #2 / First name, Last name and affiliation of author #2

Éric, Richard, Conseiller scientifique, Les amis de la montagne

Prénom, nom et affiliation de l'auteur #3 / First name, Last name and affiliation of author #3

Charles Antoine, Rioux, Gestionnaire de projet plein air, Loisir Sport Outaouais

Prénom, nom et affiliation de l'auteur #4 / First name, Last name and affiliation of author #4

Alexandre, Fréchette, Agent de développement régional Plein air, Loisir et Sport Lanaudière

Texte / Abstract

Cet article a été rédigé en deux parties. La première partie de l'article est intitulée «Intégration de l'éthique du plein air à l'expérience du visiteur – Outiller l'acteur de changement. Elle révèle le potentiel du programme Sans trace pour la durabilité des parcs et des aires protégées. On y expose également le produit des collaborations qui se sont mises en place dans le but de doter les gestionnaires et les leaders québécois d'un programme Sans trace complet, adapté aux besoins et aux enjeux actuels et émergents.

Dans cette deuxième partie, des acteurs de changement chez les Amis de la montagne, Loisir Sport Outaouais et Loisir et Sport Lanaudière montrent comment des changements sont en train d'opérer pour développer durablement le plein air dans leur milieu. Ils s'attardent surtout à l'apport du programme Sans trace pour intégrer l'éthique du plein air dans ce processus de changement.

Déployer le programme Sans trace

Rappelons que des collaborations se sont mises en place en vue de doter les gestionnaires et les leaders québécois des moyens de développer leur capacité et celle de leur organisation à procéder efficacement. Il s'agissait d'innover et de bâtir un ensemble cohérent et modulable de ressources, adaptées aux besoins et aux enjeux actuels et émergents.

Aujourd'hui, grâce à ce travail, le gestionnaire ou le leader intéressé peut faire appel aux ressources suivantes:

- une approche structurante pour une organisation ou un ensemble d'organisations sur un territoire donné, en zone urbaine, périurbaine ou rurale (incluant l'intégration aux plans de développement municipal et régional);
- un programme de formation et de perfectionnement respectant les normes de formation de NOLS (National Outdoor Leadership School) et LNTCOE;
- des outils pour accompagner son organisation du diagnostic à la mise en oeuvre des moyens de favoriser l'adoption du comportement attendu chez les visiteurs (aménagement, signalisation et entretien des sentiers et des sites, communication et éducation auprès des publics);
- une démarche pour la co-construction du message Sans trace selon les problématiques de conservation et de fréquentation dans le territoire.

Parc du Mont-Royal, à Montréal

- Éric Richard, conseiller scientifique, Les amis de la montagne
- Danielle Landry, De ville en forêt: conseil et formation

Amis de la montagne

Organisme à but non lucratif basé à Montréal, Les amis de la montagne ont pour mission de protéger et mettre en valeur le mont Royal en privilégiant l'engagement de la communauté, l'éducation à l'environnement et la représentation des intérêts de la montagne afin de favoriser la prise de décisions éclairées en appui à la pérennité du lieu (consulté sur : lemontroyal.qc.ca).

Enjeu

Avec 5 millions de visites/an sur un territoire de 2 km carrés, les milieux naturels du parc du Mont-Royal sont soumis à une forte pression menaçant leur conservation pour le futur. Depuis plus de 15 ans, la patrouille de sensibilisation incite les usagers à réduire leur impact sur ces milieux naturels. En dépit de nombreuses campagnes, des problèmes importants perdurent: feux et vandalisme, dégradation des sols et multiplication des sentiers, cueillette de plantes sauvages, etc. Voulant renouveler nos approches de sensibilisation, nous avons fait appel au programme Sans trace.

Démarche

- Former l'équipe aux sept principes sans trace et expérimenter une campagne de sensibilisation basée sur ces principes.
- Réaliser un diagnostic des enjeux de conservation et des impacts de la fréquentation.
- Établir des objectifs précis et mesurables pour évaluer les effets de la sensibilisation.
- Déployer une campagne plus large avec l'aide de bénévoles nouvellement formés aux principes et aux messages à communiquer aux visiteurs.

Avancées

- Clarification des messages de sensibilisation et développement de nouvelles approches pour rejoindre les publics.
- Plan d'action clair, motivation de l'équipe en place et intégration de l'équipe des communications dans la campagne
- Création d'une première formation pour mobiliser les bénévoles.
- Adaptation des messages Sans trace à notre réalité de parc urbain.

Parc du Lac-Beauchamp, à Gatineau

- Charles Antoine Rioux, gestionnaire de projet plein air, Loisir Sport Outaouais
- Nathalie Veilleux, chef d'unité en plein air, gestionnaire au parc du Lac-Beauchamp, Ville de Gatineau
- Danielle Landry, De ville en forêt: conseil et formation

Loisir Sport Outaouais

La mission de Loisir Sport Outaouais est de stimuler le développement régional en loisir et en sport en partenariat avec le milieu pour contribuer à l'atteinte d'une meilleure qualité de vie de la population de l'Outaouais (consulté sur: urlso.qc.ca).

Enjeu

La gestion du paradoxe entre conservation et mise en valeur des sites naturels dédiés à la pratique d'activités de plein air est encore un défi pour leurs responsables. En 2017, un premier plan d'action régional en plein air a vu le jour en Outaouais. Ce plan posait l'hypothèse que la qualité de l'aménagement physique des sites en milieu naturel avait du même coup un impact positif sur la qualité de l'expérience des pratiquants et sur la pérennité du patrimoine naturel.

Le bilan des trois premières années du plan d'action démontre que nous n'avons que partiellement raison puisque même les sites les mieux aménagés étaient toujours aux prises avec des défis de conservation. Nous nous sommes alors demandés si la problématique se limitait à la qualité de l'aménagement ou si elle n'incluait pas également les habitudes de fréquentation et le comportement des pratiquants sur les lieux. Pour tenter de valider cette nouvelle hypothèse, nous avons choisi d'accompagner les gestionnaires de lieux de pratique dans l'adoption du programme Sans trace comme un outil de référence pour concevoir l'offre en plein air et influencer l'expérience des visiteurs.

Démarche

- Sensibiliser et éveiller l'intérêt des gestionnaires des lieux de pratique de la région pour le programme Sans trace lors d'une séance de formation.
- Évaluer l'état de la promotion des sept principes Sans trace dans les lieux de pratique par le biais d'un inventaire terrain.
- Mobiliser les gestionnaires intéressés et offrir un appui financier au milieu le mieux préparé à expérimenter le programme.
- Fournir un accompagnement sur mesure à la gestionnaire pour la réalisation de son projet pilote au parc du Lac-Beauchamp.
- Gagner l'adhésion et l'engagement des employés du parc.

Avancées

- Premier plan d'action Sans trace du parc du Lac-Beauchamp visant à appuyer l'adoption du comportement attendu chez les visiteurs face aux problématiques ciblées - produit en comité de travail
- Module de formation Sans trace développé et animé par la gestionnaire auprès de l'équipe d'opération du parc.
- Fort leadership exercé par la gestionnaire au sein de l'équipe de la Ville.
- Départements-clés mobilisés: Environnement, Loisirs, Travaux publics et Communications.
- Plan de développement du plein air urbain de Gatineau adopté par les élus municipaux - comprend la «participation au mouvement Sans trace Canada» comme action visant à promouvoir une approche écoresponsable en plein air urbain.

Région de Lanaudière

- Alexandre Fréchette, agent de développement régional en plein air, Loisir et Sport Lanaudière
- Danielle Landry, De ville en forêt: conseil et formation

Loisir et Sport Lanaudière

La mission de Loisir et Sport Lanaudière est de concerter, stimuler et soutenir les organisations des milieux associatifs, municipaux et de l'éducation dans leurs efforts de promotion et de développement de la pratique du loisir dans Lanaudière (consulté sur: loisir-lanaudiere.qc.ca).

Enjeu

Un tout premier plan de développement régional en plein air (2020-2032) mise sur la création de cinq grands chantiers de développement devant relier villes, villages, entreprises, écoles et grands pôles de la région sous la forme d'un réseau régional complètement interconnecté par des corridors plein air (pédestres, cyclables, nautiques, etc.). Dans un contexte d'urbanisation massive et de popularité grandissante de la pratique du plein air, une éthique du plein air fondée sur les sept principes Sans trace devient essentielle pour protéger nos investissements, et garder un accès durable à nos lieux de pratique.

Démarche

- Susciter l'adhésion d'un maximum d'acteurs et de gestionnaires de territoire à l'harmonisation des bonnes pratiques d'aménagement en milieu naturel.
- Doter l'ensemble du réseau lanaudois en plein air d'une éthique régionale en plein air et d'un encadrement harmonisé des contraintes générales qui pourraient affecter l'intégrité écologique.
- Déployer le programme sur l'ensemble des lieux de pratique par l'entremise des corridors plein air de la région en:
 - créant et partageant des outils pour former les gestionnaires et les leaders engagés dans l'accompagnement du changement organisationnel;
 - formant les gestionnaires et les leaders dans l'intégration de l'éthique en plein air aux pratiques de leur organisation;
 - collaborant avec les gestionnaires d'infrastructures de plein air et les responsables de la planification territoriale pour intégrer les principes Sans trace comme valeur essentielle à l'ensemble des pratiques de développement et de mise en valeur du plein air lanaudois.

Avancées

Premier plan de développement régional en plein air pour la région de Lanaudière lancé en février 2020, intégrant le programme Sans trace.

Séance de formation offerte aux intervenants, aux gestionnaires et aux leaders de la région à l'occasion du forum lanaudois en plein air.

Pour plus d'information

L'information au sujet du programme Sans trace est disponible auprès de De ville en forêt. Également partenaire de Sans trace Canada et de LNTCOE, De ville en forêt a comme mission d'appuyer le développement du savoir-faire en matière d'éducation des publics pour un plein air et un tourisme viables partout au Québec.

| devilleenforet.com

Titre / Title

Les Retombées sociales du réseau de la Sépaq

Prénom, nom et affiliation de l'auteur #1 / First name, Last name and affiliation of author #1

Marc-Antoine Vachon – Professeur et titulaire de la Chaire de tourisme Transat, ESG UQAM

Prénom, nom et affiliation de l'auteur #2 / First name, Last name and affiliation of author #2

Massé, Stéphanie - Professionnelle de recherche à la Chaire de tourisme Transat, ESG UQAM

Texte / Abstract

La conférence présentait les résultats d'une étude de la Chaire de tourisme Transat en collaboration avec la Société des Établissements de Plein Air du Québec (Sépaq). L'objectif de la recherche était de déterminer les retombées sociales des espaces naturels gérés par la Sépaq. Elle compte 23 parcs nationaux, 1 parc marin en cogestion, 13 réserves fauniques, 8 établissements touristiques et Sépaq Anticosti.

En amont de cette étude, la Chaire a effectué une revue de plus de 400 ouvrages portant sur les retombées sociales des espaces naturels. Plus d'une centaine d'indicateurs ont été identifiés et divisés en quatre catégories de retombées : les bienfaits sur la santé et l'éducation, sur le développement du territoire et la qualité de vie, sur le tourisme et l'attractivité ainsi que sur l'appropriation et la mobilisation. À la suite de quoi, un questionnaire a été élaboré afin de sonder la population québécoise sur ces types de retombées. Le sondage de 4263 répondants a profité de deux bases de données : un panel web de 1202 répondants (population générale) et une base de 3061 personnes issues de la clientèle Sépaq (clients Sépaq), sollicitées via un concours dans une infolettre. La collecte a eu lieu du 1er au 18 mars 2019.

De mars à avril 2019, cinq groupes de discussion avec trois parcs nationaux et deux réserves fauniques ont également permis d'apporter des précisions sur les résultats du sondage.

Retombées sur la santé et l'éducation

Selon la littérature scientifique, le plein air en nature présente une multitude d'effets bénéfiques sur l'humain. Les bienfaits sur la santé psychologique comme la réduction de l'anxiété et du stress, la capacité de concentration ou encore la qualité du sommeil sont déjà bien documentés. Il en va de même du côté des bienfaits sur la santé physique. L'étude a permis d'explorer les retombées potentielles du réseau de la Sépaq sur la santé de ses visiteurs et des résidents à proximité des sites au Québec.

De prime abord, la reconnaissance du lien entre la santé et la fréquentation des espaces naturels semble se tailler une place au Québec. Selon les résultats du sondage de la présente étude, un répondant sur quatre s'est fait recommander de l'activité physique en plein air par un médecin.

Au sein de l'échantillon population générale, les tests statistiques révèlent des différences significatives entre d'une part, les répondants ayant visité annuellement moins de trois fois un territoire de la Sépaq, et ceux l'ayant fait à plus de trois reprises. Les plus assidus déclarent avoir visité moins souvent des établissements de santé, avoir davantage le sentiment d'être énergisés et revitalisés suite à une visite, être en meilleure forme physique, ressentir moins la douleur, prendre moins de médicaments et consommer davantage de repas sains. La tendance se maintient du côté des effets sur la santé psychologique, avec des différences significatives en ce qui concerne la qualité du sommeil, le sentiment d'être plus heureux et positif, la capacité de concentration et la connexion avec la nature.

S'il existe une corrélation entre la fréquence de visite et l'état de santé mental et physique des visiteurs, les effets ressentis les plus populaires suite à une visite semblent être de l'ordre de l'individuel. Dans une liste où des effets psychologiques et physiques tels que « je me sens calme et détendu » et « je me sens énergisé » sont proposés, le plus choisi parmi les répondants demeure « je sens que j'ai pris du temps pour moi » (66 %).

Retombées sur le développement du territoire et la qualité de vie

Comme la littérature sur l'impact des parcs nationaux le démontre à travers le monde, les espaces naturels gérés par la Sépaq peuvent avoir des répercussions sur le développement et la qualité de vie des communautés limitrophes.

Un répondant sur deux a indiqué être en accord avec l'affirmation « la présence d'un site du réseau de la Sépaq dans ma communauté contribue à ma qualité de vie ». Un sur trois affirme qu'un site exerce une influence positive sur sa communauté.

Retombées sur le tourisme et l'attractivité

À l'heure où le Québec développe le tourisme entre autres par la répartition géographique de l'achalandage et le développement économique en région (Tourisme Québec, 2019), les espaces naturels peuvent avoir de nets impacts sur l'attractivité d'un territoire. À lui seul, le réseau des parcs nationaux de la Sépaq a connu une augmentation de la fréquentation de 43 % de 2015 à 2018.

Parmi les répondants ayant fréquenté un site du réseau de la Sépaq dans les deux dernières années, 66 % n'auraient pas visité la région ou auraient écourté leur visite sans la présence du site. Même que 48 % des visiteurs ont fait le choix de passer leurs vacances à la Sépaq plutôt que de voyager à l'extérieur du Québec.

Retombées sur l'appropriation et la mobilisation

Un réseau d'espaces naturels comme celui de la Sépaq fait partie du patrimoine national. Il peut générer de la fierté, de l'attachement au territoire, voire un sentiment d'appartenance au Québec.

Les résultats semblent en faveur de cette hypothèse, puisque trois répondants sur quatre déclarent ressentir de la fierté à l'égard de la Sépaq et 66 % indiquent se sentir attaché au réseau. Près de 65 % des répondants qui demeurent à moins de 15 km d'un site s'accordent avec l'affirmation « la présence d'un site du réseau de la Sépaq crée un sentiment d'appartenance au sein de ma collectivité ».

Retombées les plus importantes

Parmi l'ensemble de ces retombées, des tests statistiques ont été réalisés afin de déterminer lesquelles ont un plus grand poids sur la fierté envers la Sépaq. Certaines questions du sondage ont été regroupées suite à une analyse factorielle afin de réaliser une régression multiple (à sept facteurs). À la lumière des résultats, les facteurs sociaux (SOC), de satisfaction (SAT) et psychologique (PSY) ont le plus de poids sur la fierté envers la Sépaq.

- Facteur social (SOC), soient les effets de la présence des sites du réseau sur la cohésion d'une communauté ;
- Facteur satisfaction (SAT), qui représente les éléments reliés à l'expérience de visite comme la qualité des sentiers, les tarifs, etc. ;
- Facteur psychologique (PSY), soient les effets perçus de la fréquentation des sites sur la santé psychologique.

Discussion

Comme ils tiennent les premières places parmi les facteurs influents sur la fierté envers la Sépaq, les facteurs sociaux et psychologiques laissent croire que les espaces naturels gérés par la Sépaq sont d'abord perçus comme des lieux de rencontre et de bien-être. Le facteur satisfaction en 2e position indique que l'expérience vécue sur ces territoires demeure importante pour développer l'appartenance envers le réseau.

Conclusion

En résumé, l'étude a réussi à quantifier plusieurs retombées sociales du réseau de la Sépaq. Ces retombées, ainsi que les facteurs identifiés, permettent d'orienter les stratégies de gestion de la Sépaq, alimentent le corpus existant sur les retombées des espaces naturels et ouvrent la voie vers l'exploration plus approfondie et ciblée des impacts de ces espaces naturels sur les citoyens et leur milieu de vie.

Références :

- Gascon, M. et al. (2016). « Residential green spaces and mortality: a systematic review ».
- Honold, J. et al. (2016 b). « Restoration in urban spaces: Nature views from home, greenways, and public parks ».
- Lachowycz, K. et Jones, A. P. (2011). « Greenspace and obesity: a systematic review of the evidence ».
- Mitchell, R. et Popham, F. (2008). « Effect of exposure to natural environment on health inequalities: an observational population study ».
- Tourisme Québec. (2019) « Programme Explore Québec ».

Titre / Title

Projet de réserve naturelle au parc du Mont-Bellevue, de l'urgence à la pérennité

Prénom, nom et affiliation de l'auteur #1 / First name, Last name and affiliation of author #1

Ingrid Dubuc, directrice du Bureau de l'environnement, Ville de Sherbrooke

Prénom, nom et affiliation de l'auteur #2 / First name, Last name and affiliation of author #2

Véronique Bisailon, conseillère en éducation et au développement durable, Université de Sherbrooke

Prénom, nom et affiliation de l'auteur #3 / First name, Last name and affiliation of author #3

Stéphanie Roy, directrice générale du Regroupement du parc du Mont-Bellevue

Texte / Abstract

Le parc du Mont-Bellevue (PMB) est un important boisé en plein cœur de la Ville de Sherbrooke au Québec. Créé en 1976 grâce à une volonté des deux propriétaires, la Ville de Sherbrooke et l'Université de Sherbrooke qui détiennent respectivement 25 % et 75 % de ce parc, avaient alors souhaité mettre à la disposition, de la population sherbrookoise et de la communauté universitaire, un espace naturel.

Ce parc naturel de 200 hectares, le plus grand îlot forestier en périmètre d'urbanisation, est un véritable joyau urbain pour la population autant qu'une signature du paysage sherbrookoise. Les activités pratiquées au PMB vont de la marche au ski alpin, en passant par le ski de fond, la raquette, le vélo de montagne, le Fat Bike, le tir à l'arc et l'ornithologie, pour ne nommer que celles-ci. Le parc accueille aussi tout au long de l'année différents événements, de la fête de la famille à des activités de levées de fonds ou des compétitions de vélo de montagne. Enfin, le parc est également un territoire d'étude et de recherche en lien avec les activités pédagogiques de l'Université de Sherbrooke et plusieurs autres établissements d'enseignement.

Un joyau urbain... sous pression

Au fil des années, ce parc subit des pressions croissantes. L'augmentation de l'achalandage, le développement et la pratique de nombreuses activités couplés au développement anarchique de sentiers pratiqué par une minorité d'utilisateurs engendrent des impacts écologiques non-négligeables de même que des conflits d'usage. À cela s'ajoutent des projets de développement domiciliaire en périphérie du parc. La volonté des propriétaires de protéger et conserver ce territoire tout en maintenant son accessibilité est affirmée depuis longtemps, étant au cœur du plan directeur de 1995 et du rapport stratégique de 2004. Force est de constater que peu d'actions dans le domaine de la conservation ont été menées et que l'effort de gestion de ce territoire n'a pas cru au même rythme que sa popularité.

Un projet de réserve naturelle qui suscite des réactions

Ces constats ont amené les propriétaires à entreprendre les démarches pour protéger à perpétuité cet espace à haute valeur écologique ainsi qu'à en améliorer la gestion et l'expérience de l'ensemble des usagers. Une démarche de création de réserve naturelle en zone urbaine, une première au Québec, a donc été entamée à l'été 2017. Un comité de travail rassemblant des intervenants de la Ville, de l'Université et du Regroupement du parc du Mont-Bellevue (RPMB) a été mis sur pied. Le statut de réserve naturelle en milieu privé est octroyé par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques du Québec. Cette démarche, qui doit bien sûr s'inscrire dans les objectifs gouvernementaux en matière de conservation, s'appuie largement sur la volonté des propriétaires qui fixent leurs propres objectifs de conservation et balisent les usages qu'ils souhaitent permettre sur la propriété. Ce statut engage les propriétaires, au plan légal, à se conformer à leurs propres engagements sur le long terme.

Dans le cas du parc du Mont-Bellevue, les objectifs de cette démarche de réserve naturelle sont de trois ordres. D'une part, les propriétaires souhaitent conserver la biodiversité et les écosystèmes du parc sur le long terme tout en contribuant à l'effort national de protection. En second lieu, ils souhaitent mettre en valeur ce territoire, c'est à dire maintenir les usages anthropiques légers et son accessibilité dans un souci d'équité. La mise en valeur de ce territoire comme écosystème-école et comme oasis de ciel étoilé s'intègrent aussi à ce deuxième objectif qui fait écho au contexte spécifique du parc. Enfin, la mise sur pied d'un cadre légal est un outil permettant de mieux gérer ce territoire sur le long terme.

Les premières rencontres à l'été 2017 ont permis de mettre sur pied le projet. Entre avril et novembre 2018,

différentes activités de consultation se sont déroulées, tantôt des activités publiques, tantôt des rencontres avec des groupes ciblés. En novembre 2018, une rencontre d'information publique s'est tenue et a dévoilé à la fois le grand attachement des citoyennes et citoyens envers ce territoire ainsi qu'une grande polarisation liée à la cohabitation entre usages. Bien que le vélo de montagne soit autorisé dans la zone du mont Bellevue, au fil des ans, un réseau informel de sentiers de vélo de montagne s'est aussi développé dans la zone du sommet J.-S.-Bourque et peu d'interventions ont été faites pour gérer cette situation. D'un côté, une majorité silencieuse et bigarrée issue du monde de la marche et de la protection de l'environnement est favorable au projet et fait état d'expériences difficiles de cohabitation entre marcheurs et cyclistes. De l'autre côté, des adeptes de vélo de montagne, sport qui connaît une popularité croissante, réclament plus de sentiers pour le vélo de montagne, et souhaitent le développement du vélo de montagne sur le sommet J.-S.-Bourque, zone actuellement interdite, pour bonifier le réseau officiel.

Une alliance pour dénouer les tensions

Cette mobilisation entraîne les propriétaires à créer une alliance rassemblant les principales parties prenantes autour d'une vision : le maintien à long terme des usages dans un souci de saine cohabitation, d'équité et de respect du milieu naturel, tout en reconnaissant le privilège offert d'accéder à ce territoire précieux. Autour de la table sont réunis différentes personnes représentant intérêts divers : pédestres, cyclistes, protection de l'environnement, voisinage du parc, patrimoine pour en nommer quelques-uns. Des experts liés notamment au domaine de l'environnement et de la biologie, de l'aménagement de sentiers, du vélo ont aussi été mobilisés en appui. Chaque partie prenante s'engage à sa mesure. Un sentier de liaison de vélo de montagne et le développement de sites alternatifs de vélo de montagne sont parmi les solutions identifiées pour la viabilité du projet.

Le Regroupement du parc du Mont-Bellevue, organisation sans but lucratif et indépendant de la Ville et de l'Université de Sherbrooke, est nommé comme gardien de cette démarche de concertation. Pendant les mois d'hiver 2019, une structure est mise sur pied pour assurer le fonctionnement de cette table de concertation et l'identification des participantes et participants. Un consultant externe accompagne le Regroupement dans cette démarche. Ainsi, la table de travail de l'Alliance a comme mandat de faire des recommandations aux propriétaires. Un premier chantier pour 2019 est lié à l'identification de critères pour le choix des sentiers à fermer et conserver et pour l'éventuel tracé du sentier de liaison. Les travaux de l'Alliance sont accessibles sur la page suivante <https://www.parcmontbellevue.com/alliance>.

De l'urgence à la pérennité

Le dépôt conjoint de la demande de reconnaissance de réserve naturelle a été fait en juin 2019 par la Ville et l'Université de Sherbrooke, donc six mois plus tard que l'échéancier initial. Au fur et à mesure que les travaux de l'Alliance avancent, un constat s'impose, on ne règlera pas en trois mois une situation qui s'est développée et dégradée sur près de trois décennies. La démarche en est une de gestion du changement à différents niveaux. Le travail de planification commune impliquant la Ville, l'Université et le RPMB entamé depuis 2017 prend toute son importance pour s'assurer de mettre en place une structure de gestion durable de ce territoire.

Les chantiers en branle touchent autant les enjeux plus tangibles de la signalisation, de la mise à jour des données terrain, du développement de sites alternatifs de vélo que les enjeux d'éducation et de sensibilisation des différentes catégories d'usagers sans oublier les mécanismes de gouvernance. Les rôles et responsabilités des trois acteurs principaux, l'Université, la Ville et le RPMB, sont à redéfinir en fonction des forces et de l'expertise de chacun. La Ville est à imaginer de nouvelles modalités de gérer l'affluence des sportifs dans la zone récréative de vélo de montagne. L'Université a mobilisé des membres de sa communauté pour élaborer un programme de suivi de l'intégrité écologique qui permettrait de documenter l'évolution de l'état du parc. Le RPMB, qui a développé une expertise en concertation avec l'Alliance est appelé à assurer ce lien avec les différentes catégories d'usagers du parc. Des démarches de financement sont également en cours.

En conclusion préliminaire, puisque le projet suit toujours son cours, on peut identifier des facteurs de succès à ce projet. Notons parmi ceux-ci : l'engagement authentique de chacun, l'établissement d'une dynamique de groupe agréable et le sentiment de travailler pour le futur. La démarche de protection du parc du Mont-Bellevue est un processus qui demande certes du temps et des ressources, mais il s'agit d'un processus qui porte ses fruits. Des intérêts à l'origine divergents se rencontrent. Les membres de la table de l'Alliance sont les premiers à reconnaître l'intérêt d'une telle démarche de concertation qu'ils souhaitent voir perdurer dans le temps. Au fur et à mesure des rencontres, la division et l'opposition ont en effet cédé leur place à des compréhensions partagées de situations complexes, à l'identification d'intérêts communs, voire à de nouvelles pistes d'action pour assurer le maintien à long terme de ce territoire précieux.

Titre / Title

Environmental communication innovations: Inspiring climate change action and conservation behaviour

Prénom, nom et affiliation de l'auteur #1 / First name, Last name and affiliation of author #1

Dr. Jill Bueddefeld, Post-Doctoral Fellow, University of Alberta

Prénom, nom et affiliation de l'auteur #2 / First name, Last name and affiliation of author #2

Mu He, PhD Student, University of Alberta

Prénom, nom et affiliation de l'auteur #3 / First name, Last name and affiliation of author #3

Dr. Elizabeth Halpenny, Associate Professor, University of Alberta

Texte / Abstract

Key words: Environmental education, interpretation, visitors, climate change action, conservation behaviour

Introduction

Outcomes of two research projects will be summarized to inspire conservation advocates' efforts to engage the Canadian public in conservation-supportive behaviours and climate change mitigation action. These research projects sought answers to the question: "How can environmental and conservation organizations ensure the public understands the science behind climate change and biodiversity protection, realizes their role in addressing these issues, and feels empowered to do so?" (Ballantyne & Packer, 2005; 2011; Bueddefeld & Van Winkle, 2017; 2018; Hughes, 2013; Hughes, Packer, & Ballantyne, 2011).

Study 1 explored the effectiveness of after-visit communications messages and channels in inspiring climate change action. Study 2 examined how including a climate change interpretive component into a commercial tour impacts visitor experiences. The following summaries of best practices from these studies are intended to inform current practices and plot new directions for research and practice collaborations that advance conservation in Canada through communications, environmental education and interpretation.

Study 1: Exploring Nature-Based Tourism and Visitor Learning at In Situ and Ex Situ Destinations

Research by: Dr. Jill Bueddefeld

Purpose

The purpose of this research was to explore how nature-based tourism experiences at an in-situ and ex-situ site may impact visitor learning and behaviour change. Specifically, this research sought to better understand learning experiences in wild (in situ) and captive (ex situ) wildlife tourism contexts. This research explored learning in polar bear tourism contexts, since polar bears provide an excellent opportunity for visitors to potentially learn about issues like climate change.

Approximately 30 participants at each site completed personal meaning maps and interviews on-site and post-visit to examine changes in learning, as well as potential impacts of perceptions of authenticity and visitor qualities, such as motivations. A comparative content analysis examined visitor learning at two polar bear tourism sites: Churchill, Manitoba (in-situ) and the Assiniboine Park Zoo's Journey to Churchill Exhibit (ex-situ) in Winnipeg, Manitoba.

Findings

Findings indicated that segmenting visitors by Falk's (Falk, 2011a, 2001b) visitor motivation related identities was effective for understanding visitor experiences and learning; more so than comparing in-situ and ex-situ visitors alone. In other words, the most informative variable for understanding visitors' learning was their motivation – this was more important than whether they saw polar bears in captivity at the zoo (ex situ) or in the wild (in situ).

Behaviour change and learning relating to addressing sustainability and climate change was demonstrated by visitors at both sites, especially for those with learning centric motivations. In situ visitors reported the most immediate and substantial changes in their behaviours (e.g. one participant quit their job to work in the field of conservation for glaciers). However, overall the ex situ visitors (zoo visitors) were more easily

able to identify actions that they had changed as attributed to their on-site experiences. These differences are likely attributed to the direct interpretive messaging at the zoo, which describes the impact of climate change on polar bears and lists and reinforces simple next steps and actions that visitors can take (e.g. driving their cars one day less per week).

Implications and Recommendations

The implementation and recommendations of these findings are as follows:

- Visitor learning experiences need to be paired with clear messaging that provides examples of desired action outcomes. For example, avoid general statements like “protect local wildlife” and instead give a specific example of what visitors can do.
- Visitors often believe “trusted messengers” more than scientists or experts. For example, visitors will casually talk to an array of staff about their experiences and what they think about climate change or environmental issues and are more likely to trust that information than what is conveyed by formal experts. This means that all staff, not just interpreters, need to understand local environmental issues and the impacts of climate change.
- Seeing polar bears in their natural habitat can certainly be a powerful experience, but these encounters need to be paired with clear messaging that conveys: 1) that climate change is happening and caused by human activities; 2) that climate change is affecting polar bears directly; 3) evidence-based examples of action items that visitors can do to help / make a difference; 4) these messages need to be reinforced by all staff, not just the interpreters (e.g. in this study the most trusted information often came from the local drivers on the polar bear tours or other staff who were not necessarily polar bear experts).
- Using Falk’s (2011a, 2011b) framework for categorizing visitors by their motivation-related identities was a simple and effective way for understanding potential visitor learning.
- We recommend a dialogic-based interpretive approach to facilitate complex visitor learning, where the desired goals involve learning and discussing complicated problems like climate change which will not have a single, simple solution.

Study 2: The Impacts of Climate Change Interpretation on Park Visitors’ Experiences

Research by: Mu He

Purpose

Climate change has caused a reduction of glacier mass throughout the world, and there is no exception of the Columbia Icefield in Jasper National Park. More than 1.2 million tourists visit this icefield area every year and participate in a variety of recreational activities, such as icebuggy touring, ice walking, and ice climbing (Parks Canada, 2019). However, climate change, in conjunction with other environmental issues, has been changing landscape of this area. One of the observable evidence is that glaciers are undergoing a rapid retreat because of the increasing global temperature. Parks Canada states that the Athabasca Glacier, a tourist attraction which flows out of the Columbia Icefield, has retreated about 1.5 km to 2 km over the last one hundred years (Parks Canada, 2017). Climate-induced environmental changes can pose challenges to tourism at this area but also provide the visitors with an opportunity to learn about the issues of climate change through interpretive programs (Kaenzig et al., 2016; Lemieux et al., 2018; Stewart et al., 2016). Therefore, a lab-based experimental study was conducted to explore how a potential climate change interpretive component would impact tourists’ experiences during a commercial icebuggy tour. Statistical results showed that participants who received a climate change interpretive component reported a significantly higher score of overall visitor satisfaction and educational experience, compared to those who did not receive a climate change interpretive component.

Implications / Recommendations

Results of this study had three practical implications:

- Including climate change as an interpretive component on commercial icebuggy tours resulted in a more satisfying tour experience for participants, and also provided them with an improved educational experience than participants who did not receive interpretation relating to climate change. This means that the messages about climate change can be provided to tourists without negatively affecting their enjoyment of their tour.

- A first-hand experience of climate change impacts makes tourists who visit a glacier more receptive to interpretive messages on climate change because study results showed that including a climate change interpretive component had a positive impact on research participants' overall visitor satisfaction.
- Seeing a shrinking glacier is a powerful experience for visitors to learn about climate change, and an on-site interpretive component about climate change is needed. Messages that focus on place-based climate change impacts, personal stories about climate change impacts, and personal strategies that visitors can take to mitigate climate change can be delivered to tourists with improved overall visitor satisfaction.

General Summary and Recommendations

These studies, which explore visitor learning, satisfaction and behaviour change offer several complimentary findings for practitioners. First, including climate change information improved visitor learning and satisfaction in both studies. Second, these studies both demonstrated that first-hand and place-based experiences, such as visiting a glacier or seeing polar bears, helped visitors to be receptive to and better understand complex issues like climate change. Third, visitors in both of these studies demonstrated that place-based and personal stories had a positive impact on learning, satisfaction, and behaviour change. These research projects help to establish that discussing climate change is often misconceived as a negative topic for visitors. While climate change is certainly a serious issue, including climate change as part of the narrative of the tours and the visitor experience was found to improve learning, comprehension, satisfaction, and uptake of sustainable behaviours. This research also supports the importance of using storytelling and relating stories to local places and personal narratives. Finally, this research demonstrates the importance of providing visitors with examples of next steps that they can take to feel empowered and hopeful in taking action in relation to climate change.